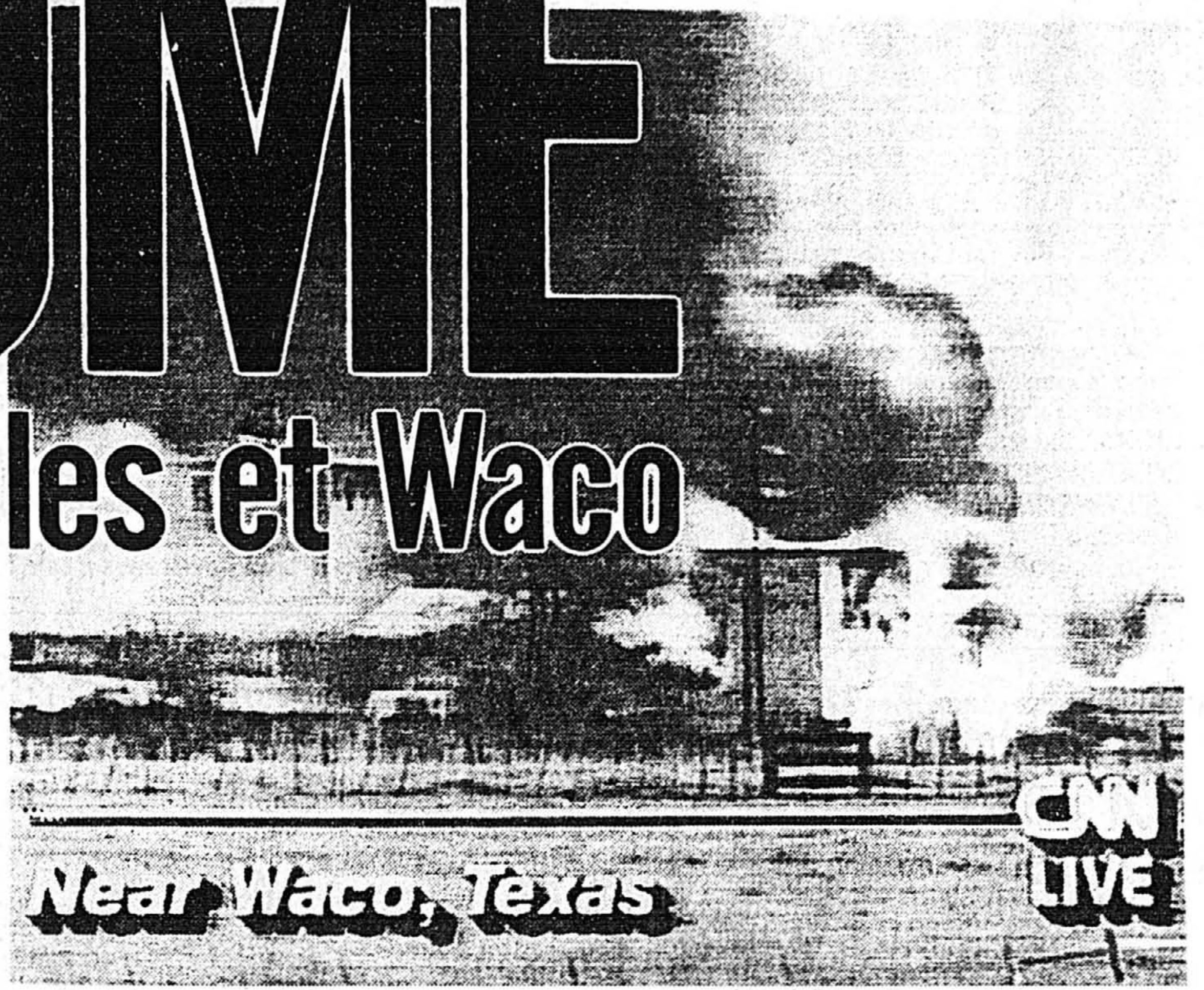
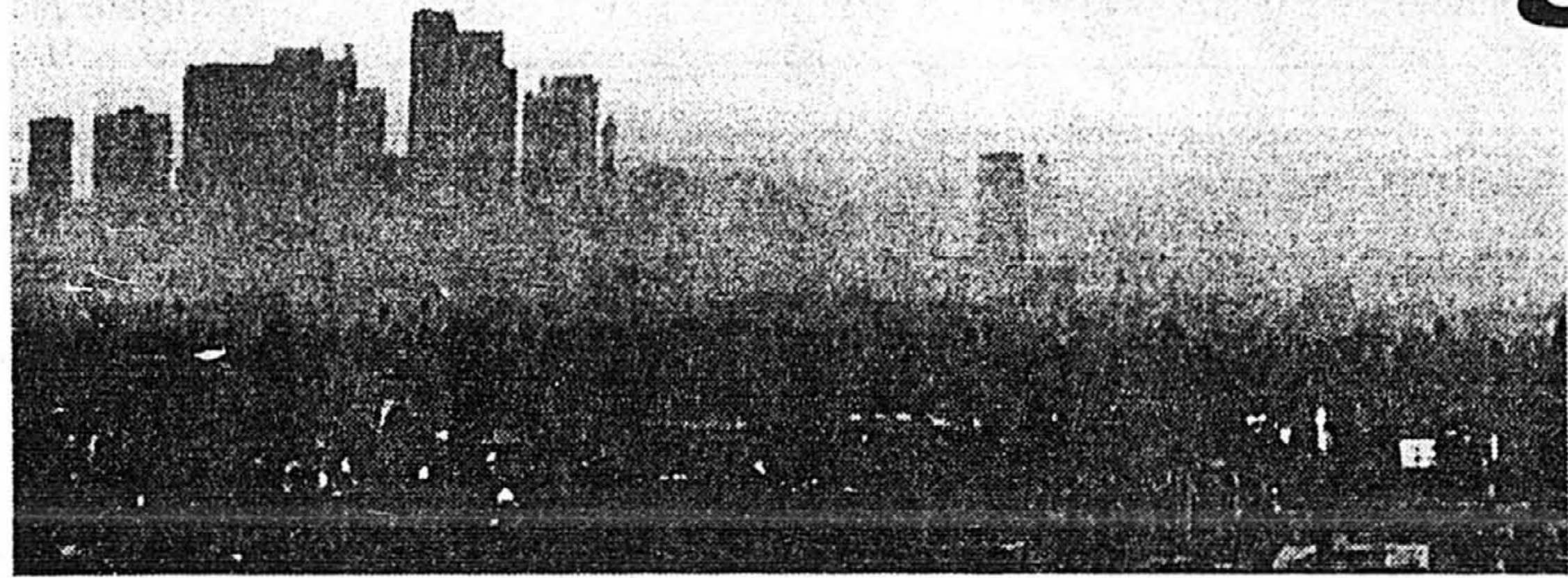


# BRUME

## sur Los Angeles et Waco



### En ce temps-là, le citoyen voyait mal la lumière depuis son village planétaire



**RICHARD HÉTU**

envoyé spécial

La Presse à LOS ANGELES, puis à WACO, Texas

Le lendemain de l'incendie du ranch Apocalypse. Dans le journal de Waco, un ministre protestant annonce qu'il organisera, le jour même à midi, un service religieux oecuménique avec un prêtre catholique et un rabbin. C'est le temps d'oublier nos différences et de prier, dit-il.

Naïf. Dès 11 h 30, le parvis de l'église est envahi par des dizaines de photographes, de caméramans, de journalistes. C'est le temps d'une autre histoire qui alimentera la machine à mots, à images, à sensations des médias.

Tant pis si les citoyens de Waco boudent cet événement organisé précipitamment. Une poignée de grands-mères et de maitresses d'école suffiront à illustrer la «tresse d'une ville». Et puis, n'est-ce pas à Ann Richards, gouverneur de l'État du Texas, qui descend d'une limousine bleue, escortée par deux gardes du corps coiffés d'un chapeau de cowboy? Oui, c'est bien elle, avec sa coiffure blanche qui fait penser à une auréole, avec son étoile du Texas épinglée à son éternelle robe bleue. C'est la ruée, la corrida, que dis-je, le stampede.

Le service religieux est un fiasco. En comptant madame le gouverneur et monsieur le maire, il n'y a pas 30 personnes dans la nef. C'est moins que le nombre de journalistes qui se bousculent et font un train d'enfer dans le jubé. Les beepers sonnent, les caméras s'entre-choquent, les stars de la télé ébauchent à haute voix leur topo. C'est gênant de faire le même métier qu'eux.

«La presse n'avait pas d'affaire ici», dira le rabbin, indigné, après le service.

Naïf. À CNN et ailleurs, comme par magie, le service religieux retrouvera le sens que voulaient lui donner ses organisateurs. «Ce fut le début du processus de guérison d'une ville traumatisée par la mort tragique de David Koresh et de ses fidèles, apprendra-t-on. Ann Richards est venue partager la douleur de ses amis de Waco, où elle a fait ses études secondaires. Nous avons recueilli ses propos au sortir de l'église...»

**«J'ai un topo à faire»**

L'information-spectacle a été bien servie à Waco. À Los Angeles, quelques jours plus tôt, elle a connu des moments plus difficiles. Il fallait faire beaucoup avec peu: l'attente (pendant les délibérations du jury) et le calme (après le verdict)...

Deux jours avant le verdict, une scène illustre bien l'univers bizarre dans lequel les journalistes ont évolué. Elle se déroule devant le building où les jurés délibèrent sur le sort des policiers qui ont matraqué Rodney King. À l'extérieur, les journalistes sont assoiffés de nouvelles. Ils font penser à des drogués en manque.

Soudain, un homme sort du building. Instinctivement, tous les journalistes se ruent sur lui. «Qui est-ce?» demande, à personne en particulier, un caméraman en se précipitant vers l'homme. C'est un journaliste de la télévision de Los Angeles. Il vient de se faire expulser de la salle de presse par le juge. (La veille, il a reproduit en direct une annonce du juge au tribunal: défendu!) Des journalistes veulent de lui un commentaire.

«Écoutez, dit-il entouré par 20 caméras et autant de micros, j'ai un topo à faire.»

Et le journaliste de se placer devant sa caméra, encerclé par les mêmes 20 caméras et micros. Des journalistes faisant leur topo sur un journaliste faisant son topo. Le lendemain, dans le *Los Angeles Times*, une photo immortalise la scène. Je suis sur la photo, à côté d'un caméraman portant une casquette avec l'écusson de Batman, un peu étonné, un peu honteux.

Ruth White est également là. Cette grosse Noire est venue de South-Central, le quartier de Los Angeles où sont parties les émeutes de l'an dernier. Elle trouve fascinant de reconnaître parmi la foule des journalistes qu'elle voit normalement à travers le petit écran seulement.

L'ennui, dit-elle, «c'est qu'en étant ici, on ne peut pas écouter les nouvelles».

**«L'histoire n'est pas ici»**

Los Angeles. Waco. Deux villes américaines totalement différentes, mais happés par le même cirque médiatique, diffusant furieusement autour du monde des millions de mots, d'images, de sensations. C'est le village planétaire, branché sur la violence, le racisme, le fanatisme religieux, made in USA. Devant le téléviseur, le spectacle est parfois inquiétant, révoltant, incompréhensible. De près, le spectacle suscite des réflexions embarrassantes.

Dans son bungalow de South-Central, Tony Bogard, membre de la gang des Crips, une nouvelle voix chez les Noirs de Los Angeles, se demande pourquoi les journalistes convergent en si grand nombre dans son quartier dans l'attente d'un verdict dans l'affaire King.

«L'histoire n'est pas ici, dit Tony Bogard, d'une voix pleine de colère, elle est dans les beaux quartiers de Los Angeles, où les Blancs ont cru bon s'armer pour se défendre des Noirs après le verdict. C'est comme en Afrique du Sud. Les Blancs préfèrent tirer sur les Noirs plutôt que de les aider. Et vous venez dans South-Central seulement pour justifier leur hystérie.»

Après le verdict, accueilli avec calme, James O'Leary, un barbier de South-Central, était sarcastique.

«J'imagine que les médias sont déçus, disait-il en taillant les cheveux d'un client. Ils auraient aimé un peu plus d'action. C'est bon pour les cotes d'écoute. Mais on ne peut pas dire qu'ils n'ont pas essayé de dramatiser la situation.»

Après le verdict, Los Angeles est calme. Les politiciens ont fait leurs discours, promettant de s'attaquer aux racines du mal. Les leaders noirs, hispaniques et asiatiques ont aussi fait leurs discours, réclamant moins de... discours et plus d'action. Ensemble, ils se sont engagés à remettre Los Angeles sur la voie du multiculturalisme où Blancs, Noirs, Asiatiques, Hispaniques sont supposés vivre en harmonie en célébrant leurs différences. C'est un credo à Los Angeles. C'est devenu quasi-

ment une religion. Une religion qui permet de croire à un monde meilleur.

Une autre utopie? CNN manque de journalistes pour couvrir cette histoire-là.

**Apocalypse Now**

Los Angeles. Waco. Toutes les utopies n'ont pas la même valeur. Celle de David Koresh n'avait aucun sens pour les agents du FBI et les journalistes. Koresh a eu beau leur répéter qu'il croyait dur comme fer à chaque virgule de l'Apocalypse, ils n'ont rien voulu entendre.

Mais avant d'envoyer leurs tanks contre le ranch des Davidiens et de lancer leurs bombes lacrymogènes, les agents du FBI auraient peut-être pu se demander plus sérieusement comment Koresh et ses fidèles réagiraient en voyant une des prophéties de l'Apocalypse se réaliser sous leurs yeux:

«...leur thorax, des cuirasses de fer, et le bruit de leurs ailes, le vacarme des chars aux multiples chevaux se ruant aux combats; elles ont des queues pareilles à des scorpions, avec des dards; et dans leurs queues se trouve le pouvoir de torturer les hommes durant cinq mois (Apocalypse 9:9-10)... «et leur bouche crache feu et fumée et souffre (Apocalypse 9:18)».

Les journalistes ont cherché des coupables. Leur foi dans le rationalisme leur a interdit de s'arrêter trop longtemps à David Koresh. Ils ont préféré critiquer le FBI, Janet Reno, le président Clinton. Dans le meilleur des mondes, leurs critiques forceront des changements dans la façon de travailler du FBI et des autres corps policiers impliqués dans le fiasco de Waco. Mais peut-on empêcher un policier d'exercer un mauvais jugement, de se tromper devant un phénomène que notre culture séculière nous empêche de comprendre?

C'est peut-être un hasard que l'Apocalypse de la secte des Davidiens ait eu lieu à deux pas de Waco. Mais il est difficile de ne pas rappeler que Waco est considérée aux États-Unis comme *the buckle of the Bible Belt*, le cœur du Sud religieux, du fondamentalisme chrétien à l'américaine. Les églises pullulent dans les villes et les villages de ce coin de pays. *God is almighty*.

Il est difficile aussi de ne pas rappeler que l'immense majorité des Texans considère que le droit de s'armer est inaliénable, garanti par le deuxième amendement de la constitution américaine.

David Koresh était un produit du Texas. Il était seulement un peu plus perdu que les autres.

Los Angeles. Waco. Si seulement les médias nous aidaient à mieux comprendre...



À Los Angeles, l'attente du verdict fut longue dans l'affaire Rodney King. D'où cette scène éloquent. Le reporter de *La Presse* (tout à fait en haut, au centre) se voit contraint de regarder un photographe qui photographie des photographes et caméramans qui photographient... un reporter qui s'est retrouvé un peu par hasard dans l'actualité pour léger mépris de cour.

**Nouveau Brunswick**  
Chez nous, c'est chez vous.

**Le Village Historique Acadien**

Cet été, on vous attend du côté du Nouveau-Brunswick et tout particulièrement à Caraquet, où vous pourrez visiter le Village Historique Acadien: une merveille qui recrée la vie d'un village acadien d'il y a environ 150 ans!

Venez-vous-en vite! Avec son monde chaleureux, ses quais pittoresques et ses nombreuses plages sablonneuses aux eaux salées parmi les plus chaudes au nord de la Floride, c'est tout le Nouveau-Brunswick qui vous accueille!

Pour obtenir gratuitement votre Guide d'activités de vacances qui vous propose plus de 65 forfaits-vacances, appelez-nous sans frais et demandez le poste 27.

Quoi de neuf?  
1-800-561-0123  
Nouveau-Brunswick



## Éditorial

## Le budget: un boulet pour Charest et Campbell

Le fait qu'un budget soit impopulaire, en période de récession et d'austérité, n'a rien de particulièrement remarquable. Aucun ministre des Finances, écartelé entre les partisans du *trop* et ceux du *pas assez*, ne peut réussir à établir un consensus.

Mais l'échec du ministre des Finances, Don Mazankowski, lors de la présentation de son budget de lundi dernier est beaucoup plus profond. Par maladresse et par mauvais calcul politique, le ministre a surtout réussi à faire de son budget un genre de testament des deux mandats de son gouvernement.

Les réactions négatives qu'il a suscitées sont assez dévastatrices pour devenir un véritable boulet pour les prétendants à la succession de M. Mulroney, Kim Campbell et Jean Charest.

On a beaucoup insisté sur l'expression la plus visible du manque de jugement du budget Mazankowski, son incapacité à prendre le pouls de l'opinion publique, et à ne pas oser s'attaquer au déficit si près d'une élection, quand en fait, pour la première fois, les gens l'auraient compris et accepté. Ce n'est qu'un autre exemple du gouffre qui sépare progressivement du réel un gouvernement usé.

Mais comment expliquer le choix, si étonnant pour un gouvernement obsédé par le déficit, de faire une pause d'un an

dans la lutte pour assainir les finances publiques? Certains y ont vu le désir électoraliste de ne pas pénaliser les citoyens si près d'une élection, ou celui de laisser le plus possible de marge de manoeuvre aux candidats au leadership conservateur. Mais il y a plus.

Si on lit bien le budget, on y découvre à chaque chapitre, comme un leitmotiv, la même thèse: l'économie bondira rapidement et cette forte croissance fera en sorte que les problèmes budgétaires se résorberont d'eux-mêmes grâce aux rentrées fiscales, tant et si bien que le problème du déficit sera en pratique résolu d'ici quatre ans.

En termes politiques, cette thèse économique se traduit de la façon suivante: tout va bien, tout est maîtrisé, la mission est accomplie; à un point tel que rien ne justifie plus des mesures spectaculaires.

C'est là l'explication la plus plausible de l'inaction du ministre des Finances. Agir aurait été un aveu d'échec. L'aveu que le gouvernement Mulroney n'a pas réussi à mener à bien le mandat qu'il s'était donné. En ne faisant rien, le ministre proposait en fait aux Canadiens un bilan flatteur du règne conservateur.

Non seulement la manoeuvre n'a pas réussi, l'engin a sauté à la figure de ses auteurs. D'abord, personne n'a cru aux postulats du ministre. Personne ne croit un gouvernement qui affirme que le déficit se résorbera de façon mécanique et personne ne croit à l'existence d'une reprise vigoureuse.

Mais plus encore, par son vide, le budget a attiré inutilement l'attention sur la gestion conservatrice. Et ce que ce budget révèle involontairement, c'est que le gouvernement Mulroney n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était lui-même fixés: l'austérité et la prospérité.

Commençons par la lutte contre le déficit. Les données budgétaires montrent que le déficit est exactement au même niveau qu'il y a huit ans. Cela fait oublier les années de rigueur et de discipline du gouvernement pour ne projeter que l'image d'un retour à la case départ.

Sur le plan économique, M. Mulroney n'a pas pu, comme il le souhaitait, terminer son deuxième mandat en pleine reprise. Nous sommes toujours dans le marasme, et qui plus est, le gouvernement ne peut absolument pas en attribuer la responsabilité à un quelconque facteur extérieur incontrôlable. Cette récession, fabriquée par une politique monétaire démesurée, a en fait détruit les gains économiques que le gouvernement conservateur aurait pu retirer de certaines de ses politiques, comme le libre-échange.

Ce bilan est injuste, mais le budget Mazankowski le renforce, par son inaction et son fatalisme. Et du même coup, sous prétexte d'aider Kim Campbell ou Jean Charest, le ministre des Finances leur donne peut-être le baiser de la mort.

Alain DUBUC

## Aux travailleurs non syndiqués

Les travailleurs, surtout syndiqués et encore davantage ceux du secteur public, ont plus souvent qu'autrement mauvaise réputation. Ils sont perçus, exagérément, comme des bénéficiaires de luxe, des profiteurs du système capitaliste dans lequel nous vivons.

Cette perception trop généralisée, péjorative et même démagogique de la classe ouvrière est le fruit du langage, des attitudes, des gestes et des abus aussi bien d'employeurs réfractaires à tout changement de mentalité et à toute évolution sociale des entreprises qu'au langage, aux attitudes, aux gestes et aux abus des centrales syndicales qui défendent trop souvent l'indéfendable.

Ceux et celles qui auraient davantage besoin de protection, de sécurité, de conditions acceptables de travail sont ces centaines de milliers de travailleurs non syndiqués de petites et moyennes entreprises, d'usines, de manufactures, de restaurants, de travail à domicile, du taxi qui oeuvrent souvent au salaire minimum et parfois moins, qui sont au service de patrons exploités, qui vivent sous la menace de perdre leur pitance à la moindre erreur, qui sont sous le joug quotidien du «crois ou meurs» d'employeurs intransigeants.

La Fête annuelle des travailleurs, en ce premier mai, c'est d'abord à ces centaines de milliers de personnes qui travaillent de peine et de misère, dans des conditions souvent indescriptibles, sous la loi du silence, qu'il faut la dédier.

Les travailleurs non syndiqués forment la majorité de ceux qui possèdent un emploi au Québec. Parce qu'ils sont plus difficiles à regrouper, parce qu'ils sont moins rentables pour le membership des centrales, les entreprises syndicales que sont la CSN et la FTQ sont moins portées à recruter les travailleurs des toutes petites entreprises ou les gens qui travaillent éparpillés dans de vastes secteurs comme la restauration, par exemple.

Travailleurs solitaires, travailleurs qui auriez droit à plus de respect pour ce que vous êtes et ce que vous faites, travailleurs qui souhaiteriez des conditions tout justes normales de rémunération, c'est pour vous cette fête du 1er mai. Bonne fête!

Claude MASSON

## BOSNIAQUES, CHRÉTIENS, SERBES, CROATES, MUSULMANS, TSI GANES...



## ORTHO DOXES, SERBES, MUSULMANS, TSI GANES, BOSNIAQUES...

REPRISE

DROITS RESERVES

## De la fusion dans l'air

L'avenir appartient aux grandes compagnies aériennes. Cette tendance va s'accroître lors de l'ouverture du marché nord-américain et de la déréglementation en Europe, mais il faudra attendre des années avant que cette expansion ne se traduise par la création de nouveaux emplois.

Grâce à son investissement dans Continental, Air Canada est bien placée pour profiter de l'ouverture des marchés. Pour l'instant, les avantages pratiques sont minimes, mais petit à petit, la collaboration dans l'organisation du réseau, dans la réservation et dans l'entretien permettra de réaliser des économies importantes. On peut aussi espérer que cette rationalisation permettra d'assainir les finances d'une industrie qui a connu un grand nombre de faillites. Et ce n'est qu'un début, car Air Canada n'a pas abandonné son idée de fusion avec Canadian international et Continental cherche une alliance avec Aeromexico ainsi qu'avec Air France ou Lufthansa.

En Europe, Swissair, KLM, SAS et Austrian Airlines examinent la possibilité d'une fusion pour créer le plus grand transporteur européen. Ces quatre compagnies ont la particularité d'avoir toujours été spécialisées dans les transports internationaux parce que leur marché interne est insignifiant. Il existe aussi des alliances entre l'une ou l'autre de ces compagnies avec des transporteurs non-européens tels que Singapore Airlines, Delta et Northwest Airlines.

La création de transporteurs géants en Amérique du Nord, en Europe et en Asie va aggraver les problèmes de l'aviation civile dans le monde avant d'aider à les résoudre. Il y a, en effet, une capacité excessive d'avions et de personnel. Tout effort de rationalisation entraînera une meilleure utilisation de ces capacités et ajoutera aux ressources excessives. C'est peut-être un hasard qu'Air Canada annonce 2 000 mises à pied en 1993 quelques jours à peine après avoir reçu l'autorisation d'investir dans Continental, mais il ne faut pas se leurrer et penser que les mesures qui renforcent les compagnies créeront de nouveaux emplois pour le moment.

Ces emplois devront attendre le jour où la rationalisation de l'industrie permettra des tarifs bas sans pour autant ébranler la santé financière des compagnies comme ce fut le cas ces dernières années. La croissance de l'industrie reprendra alors sur une base plus saine et plus solide et non de façon sauvage.

Frédéric WAGNIÈRE

## Québec est ouvert à l'idée de prendre la tête de la francophonie nord-américaine

MARCEL ADAM

Cette semaine a eu lieu à Québec un événement significatif: le gouvernement a reçu favorablement la proposition de faire cause commune

avec les communautés francophones et acadiennes d'Amérique du Nord dans la défense et la promotion du français.

C'est peut-être un signe des temps que le gouvernement se soit montré aussi accueillant et que l'Assemblée nationale ait adopté à l'unanimité une motion exprimant son «vif intérêt pour la vitalité et l'avenir des communautés francophones hors Québec».

Récemment, le gouvernement Bourassa n'avait-il pas sacré sa subvention au secrétariat de cette association sis dans la vieille capitale? Il n'y a pas si longtemps, le Parti québécois ne se réjouissait-il pas de voir une espèce en voie de disparition dans ces embarrassantes minorités?

La Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA) a profité de l'occasion pour reprocher sévèrement au gouvernement du Québec d'avoir souvent abandonné les minorités canadiennes-françaises au moment où elles avaient le plus besoin de lui.

Quand vient le temps d'appuyer les minorités francophones des autres provinces, dit-elle, Québec s'abstient de dénoncer fermement les gouvernements qui ne sont pas intéressés à promouvoir le français.

Québec parlait, par exemple, de «léger progrès» dans la situation des Fransaskois, en 1988, au moment même où le gouvernement de la Saskatchewan refusait de reconnaître leurs droits en matière d'éducation.

Claude Ryan n'a pas répliqué à ces reproches fraternels. Il a au contraire fait amende honorable pour «les carences majeures dans nos attitudes», et admis que «le Québec a souvent fait montre d'indifférence ou d'insensibilité à l'endroit des problèmes que vivent les communautés francophones hors Québec».

La FCFA suggère donc que le Québec prenne la tête de la francophonie nord-américaine, dans un manifeste intitulé *La francophonie canadienne: un espace à reconnaître*.

Les points essentiels de ce document méritent d'être soumis à l'attention de ceux que n'indiffère pas le sort de nos congénères de la diaspora canadienne.

«Alors qu'à travers le monde se développe une francophonie plus globale et respectueuse de sa diversité, y lit-on, il n'est pas utopique de penser que le Québec pourrait servir de lieu de convergence des communautés francophones et acadiennes du Canada et de l'Amérique, à

l'exemple de la France pour les communautés francophones d'Europe et d'Afrique.

«Le Québec pourrait choisir d'être le leader de la francophonie canadienne et d'Amérique, en plus d'être celui de la francophonie québécoise (...). Il pourrait choisir d'être le point de ralliement des diverses communautés et de favoriser l'épanouissement et le rayonnement de la langue et de la culture françaises au Canada et en Amérique.»

Pour la Fédération, le Québec et la France pourraient constituer de chaque côté de l'Atlantique deux grands pôles qui essaieraient, s'épauleraient mutuellement et stimuleraient les autres communautés francophones.

Plutôt que de se considérer comme «la source et l'unique dépositaire de cette richesse qu'est la francophonie d'Amérique», le Québec contribuerait de la sorte à faire de la francophonie d'Amérique «l'outil de développement culturel et économique de tous les francophones».

Mais pour cela, «il lui faudra accepter que le statut du français à l'extérieur du Québec ne peut être coupé de la réalité québécoise et que le développement et la promotion du français constituent un phénomène continental qui ne se limite pas au Québec».

En se définissant comme partenaire à part entière, la détermination du Québec à travailler avec les francophones des autres parties du Canada et du

continent «ne pourra que réaffirmer la place du français, chez lui et ailleurs».

L'essentiel, dans un premier temps, serait donc de réunir, de regrouper les forces francophones au Canada, dit la FCFA. Car, pour elle, les préoccupations étant également partagées, la victoire de l'un est aussi celle de l'autre. Conclure autrement, «c'est tromper l'autre et se mentir à soi-même».

Comment trouver une longueur d'onde commune et dégager des convergences?

«Tout d'abord, il faut sortir de l'adéquation établie entre le sort réservé aux anglophones du Québec et l'avenir des francophones dans les neuf autres territoires. Il est temps de reconnaître l'asymétrie entre les deux situations.

«Il faut également redécouvrir la communauté d'intérêts entre le Québec et l'ensemble des communautés francophones et acadiennes. Toutes deux ont besoin de mesures particulières de protection parce que toutes deux sont noyées dans la mer anglophone nord-américaine. De plus, toutes deux voient leur poids démographique diminuer dans l'ensemble canadien.»

Un Québec fort donne une plus grande légitimité au français ailleurs au pays, remarque enfin, la FCFA. Mais la province profite aussi de l'épanouissement des communautés francophones et acadiennes: elles lui assurent un avenir plus dynamique tout en contribuant depuis toujours à faire du français une réalité canadienne.

## Opinions

## Vers un nouveau contrat social entre peuples autochtones et non autochtones

RENÉ DUSSAULT

M. le juge René Dussault est coprésident de la Commission royale sur les peuples autochtones.

En créant la Commission royale sur les peuples autochtones, à l'automne 1991, le gouvernement du Canada a fait un constat: malgré les efforts du passé, malgré les programmes en place, malgré les sommes d'argent investies, le problème de la relation entre autochtones et non-autochtones demeure entier.

La Commission a entrepris, depuis avril 1992, une série d'audiences publiques à travers le Canada afin de combler ce que nous avons appelé, dans notre discours d'ouverture de ces audiences, le profond fossé qui a été creusé entre les peuples autochtones et non-autochtones du pays.

Les audiences publiques tenues jusqu'à maintenant nous ont été très utiles. D'une part, nous avons appris énormément sur les problèmes historiques des communautés autochtones et sur les frustrations des non-autochtones qui ont tenté de proposer des solutions. D'autre part, nous avons été profondément touchés par la grande souffrance qu'on trouve dans plusieurs communautés autochtones et par la complexité des solutions à envisager. Il s'agit d'un problème humain unique dans la société canadienne.

Les peuples autochtones sont nombreux et ils ont chacun leurs particularités historiques, linguistiques, culturelles, etc. Le Canada est vaste; de grandes disparités environnementales, culturelles, sociologiques, politiques et économiques existent entre les régions. S'ajoute à cette complexité le fait qu'au Québec, ces dernières années, les discussions sur l'avenir des relations entre autochtones et non-autochtones ont souvent eu comme toile de fond l'avenir des relations entre les Québécois et les autres Canadiens. Le tout alors que nos relations mutuelles ont été marquées par les événements de l'été 1990 à Oka dont l'impact profond et persistant a été un des éléments déclencheurs de la création de la Commission.

Au Québec, comme dans l'ensemble du Canada, il faut prendre soin de vérifier les possibilités d'acceptation et d'intégration dans les divers milieux des solutions que nous pourrions recommander. Il va de soi que les solutions qui pourront être proposées par notre Commission ne seront pas toutes pan-canadiennes; les divers peuples autochtones ont leurs

particularités propres, les régions du pays aussi.

La problématique relative aux questions autochtones ne concerne pas seulement les autochtones, elle concerne aussi les gouvernements, les corps intermédiaires, les forces vives des milieux, l'ensemble des institutions sociales et les non-autochtones en général. La Commission ne doit pas seulement étudier de près la relation entre les autochtones et les gouvernements; elle doit faire une analyse globale de la question et proposer des solutions sur l'ensemble de la problématique qui sera le fondement d'un nouveau contrat social.

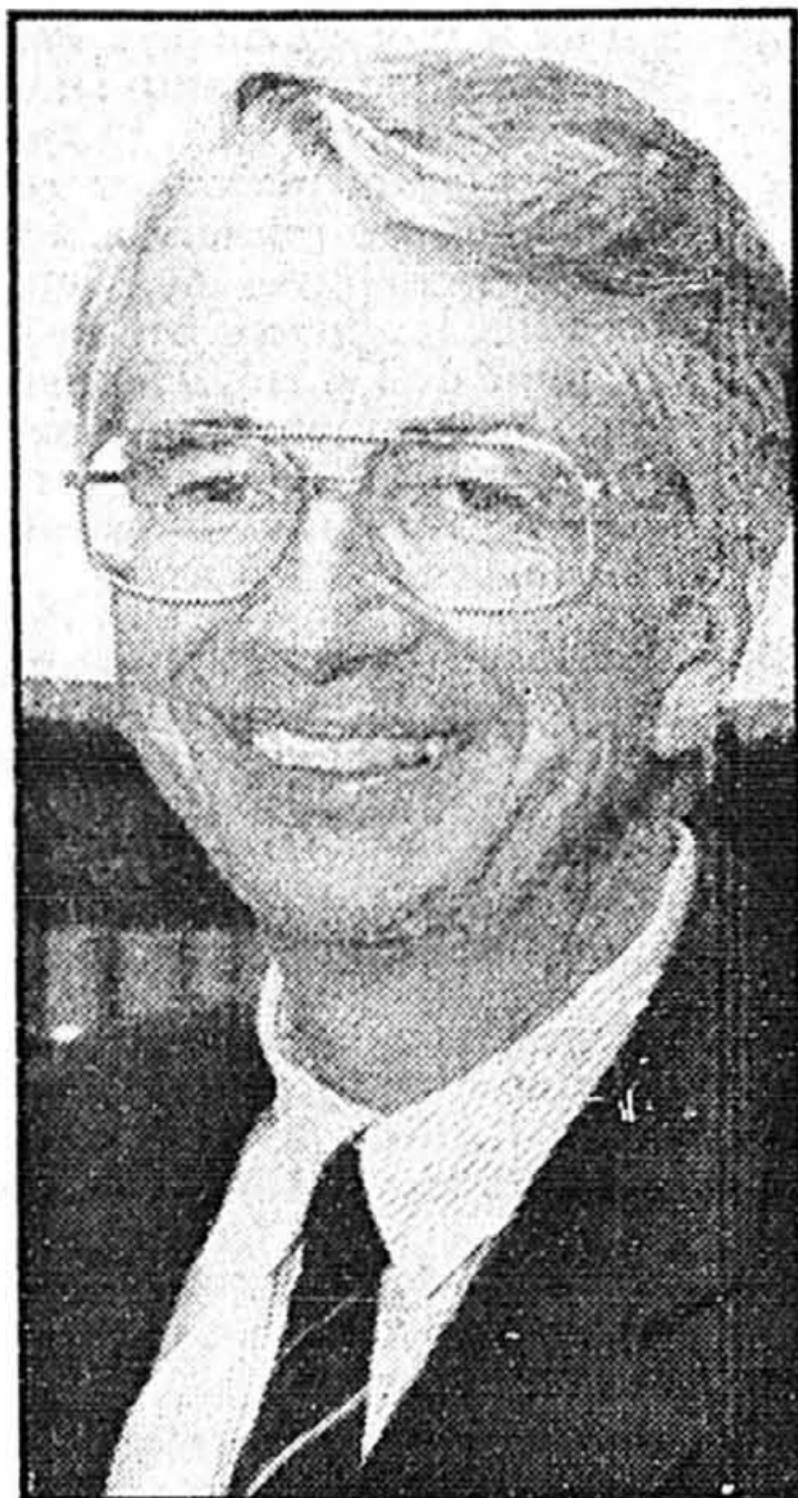
Comme une large part des problèmes que nous analysons concerne les relations entre autochtones et non-autochtones, notre Commission tient à solliciter et à entendre le plus possible les organisations non-autochtones qui agissent dans des dossiers qui ont un impact sur la problématique autochtone et qui ont un message à livrer.

À cette fin, nous avons convaincu spécifiquement les dirigeants d'une certaine d'organisations non-autochtones oeuvrant sur le plan canadien, dont nous avons publié la liste le 8 avril dernier, et une trentaine au moins du Québec puisque nous n'avons pas fini de les rencontrer, dont nous publions la liste partielle aujourd'hui. Chacune de ces organisations a accepté de réfléchir sur les termes d'un nouveau contrat social entre autochtones et non-autochtones et de présenter un mémoire comprenant des solutions concrètes à la Commission au cours de ses prochaines séries d'audiences publiques qui se termineront l'automne prochain.

## Forces vives de la société

Le rôle d'une Commission comme la nôtre n'est pas seulement un rôle d'experts qui reçoivent les problèmes de chacun et qui recommandent des actions dans des rapports intermédiaires ou un rapport final. La question autochtone ne se prêterait d'ailleurs pas à ce genre d'exercice trop limité. Elle est trop complexe et comporte une dimension historique, des aspects de droit, de développement, de culture, de traditions, etc. L'exercice que nous faisons est lui-même porteur d'un dialogue à peine amorcé entre autochtones et non-autochtones et il est sans doute le prologue d'un processus permanent de médiation qui devra de toute évidence s'ensuivre.

La Commission n'a pas seulement la tâche de recommander des solutions à caractère technique sur des questions relatives à l'autonomie gouvernementale ou dans les divers domaines de la vie



René Dussault

économique et sociale, mais elle doit aussi tenir compte de l'aspect stratégique de ces solutions, des résistances à leur implantation, de leur opportunité sociale, administrative, financière, etc. Elle doit surtout identifier les convergences et atténuer les divergences d'intérêts.

La Commission doit aussi s'efforcer de distinguer les ordres de problèmes et les ordres de solutions. Plusieurs voies, aussi sensées les unes que les autres, sont déjà proposées comme solutions. Il faut que la Commission en évalue le sens et la portée auprès des diverses composantes de la société. Il est difficile d'envisager des développements significatifs pour les autochtones sans impliquer les forces vives d'une société. Les solitudes des uns et des autres, même additionnées, ne peuvent conduire à des solutions valables. La vie en société et le développement sous toutes ses formes sont devenus des questions trop globales et interreliées pour les traiter de façon hermétique, d'un point de vue strictement autochtone, ou d'un point de vue strictement non-autochtone.

Nous pourrions craindre que nos recommandations restent lettre morte, ou deviennent rapidement caduques, si nous les imaginons dans nos bureaux, mais nous avons voulu éviter ce piège. En ce qui concerne les questions autochtones, la preuve est faite depuis longtemps que les solutions venues d'en haut ne peuvent pas fonctionner ni prendre racine. Il faut qu'elles soient le résultat d'un consensus. (...)

La Commission souhaite élargir le débat de manière à en arriver à des solutions concrètes qui s'appuieront sur un consensus reflétant l'ensemble des points de vue de la société québécoise et canadienne, autochtones et non-autochtones. À la recherche de solutions durables, la Commission désire, entre autres, obtenir le point de vue du plus grand nombre d'intervenants possible sur chacun des éléments-clés présentés dans le document qu'elle a publié au début d'avril sous le titre «Au cœur du dialogue». Ce document, qui n'est pas un dossier de recherche, encore moins un rapport intermédiaire, s'inscrit dans le processus de participation publique de la Commission et dégage l'état du consensus forcément incomplet obtenu jusqu'ici.

Cet exercice doit donc être pédagogique et la participation, la sensibilisation et les échanges qu'il permet sont sans aucun doute aussi importants que le rapport que la Commission remettra à la fin du processus. Nous souhaitons que cet exercice de notre Commission déjudicialise et dépolitise, en partie et pour un temps, le débat de société car cela permettrait aux acteurs de prendre du recul et d'envisager des solutions en terme de projet de société et de contrat social.

Le rôle fondamental de la Commission est non seulement de développer une approche nouvelle et de dégager une vision d'ensemble, mais aussi de proposer, pour chacun des éléments de notre mandat, des solutions qui tiendront compte des règles d'équité de notre société moderne. Nous ne pouvons pas l'escamoter. Malgré les pressions causées par l'échec constitutionnel, notre rôle n'est pas de nous substituer aux institutions en place. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien poursuit son travail comme les autres institutions qui ont pour tâche de faire face à la réalité quotidienne des communautés autochtones. Les gouvernements ne doivent surtout pas utiliser la Commission comme prétexte d'inaction.

Notre mandat concerne les relations entre les peuples autochtones et l'ensemble de la société canadienne, non seulement sous une facette, mais sous l'ensemble des facettes de cette relation. À cet égard, la Commission compte publier sous forme de rapports intermédiaires ou autre, d'ici la fin de 1993, un certain nombre de documents portant sur des sujets précis de son mandat comme, par exemple, les exilés de l'Extrême-Arctique, le suicide dans les communautés autochtones, la justice, les pensionnats, la santé, le processus des revendications territoriales. (...)



Lysiane Gagnon

## Foncer dans le sens du vent.

La Commission de protection de la langue française a reçu cette année 1855 plaintes. C'est déjà une nette diminution par rapport aux années précédentes, mais le détail significatif, c'est celui-ci: sur les 1855 plaintes reçues cette année par la Commission, 90 p. cent avaient été achevées par quatre personnes — autrement dit, toujours le même minuscule commando de militants.

«L'an dernier, en un seul été, un seul citoyen nous a apporté mille plaintes; il avait arpenté toutes les rues de Montréal!» de relater la présidente de l'organisme, Mme De Fougerolles. Témoinnant devant le comité parlementaire chargé d'étudier le budget des organismes responsables de l'application de la loi 101, cette dernière précisait que la presque totalité des commerces montréalais respectent la loi.

Voilà qui soulève une constatation et une question.

La constatation: le climat de civisme et de tolérance qui règne à Montréal, derrière l'écran de fumée que constituent les déclarations incendiaires que l'on entend des deux côtés de la «barrière» linguistique.

La question: n'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur l'utilité d'avoir, pour voir à l'application de la loi 101, cinq organismes distincts avec 400 fonctionnaires, un budget total de 27,4 millions par année et des attributions qui se recoupent à l'occasion? Ces organismes ne pourraient-ils pas être soit réduits, soit fusionnés, soit intégrés à d'autres ministères?

\* \* \*

C'est en tout cas ce que souhaitent les libéraux réunis en conseil général, de même que le ministre Ryan, qui vient de rouvrir un dossier que Mme Bacon avait entouvert en 1986 pour le refermer aussitôt, devant la levée de boucliers qui s'annonçait. Sans doute en effet le temps est-il venu de scruter d'un peu plus près le rendement de l'imposant héritage bureaucratique du bon Docteur Laurin.

Ainsi, a-t-on vraiment besoin d'une Commission de toponymie avec président, vice-président, bureaux de coin et tapis rouge? Cette survalorisation de la toponymie n'avait qu'un but: effacer l'histoire et rebaptiser des régions entières jusqu'au moindre pont. Ramenée à des objectifs plus modestes et moins totalitaires, cette fonction ne pourrait-elle pas, comme le suggérait M. Ryan, être transférée au ministère des Affaires municipales?

Faut-il entretenir une Commission de protection qui n'a finalement pas grand-chose à faire, outre le tri dans un fatras de plaintes dont la majorité sont de minables actes de délation effectués par une poignée de fanatiques?

Combien de causes la Commission d'appel de l'Office de la langue française a-t-elle entendues, dans le domaine de la francisation des entreprises où les différends se sont généralement réglés à l'amiable?

L'Office de la langue française n'a-t-il pas tendance, comme du reste tous les gros appareils bureaucratiques, à créer plus de problèmes qu'il n'en résout, comme on l'a vu dans le dossier de Rosemère — dossier que la population locale, laissée à elle-même, aurait réglé sans délai et dans l'harmonie?

Quant au Conseil de la langue française, qui s'est plus souvent posé en chien de garde de la loi 101 qu'en analyste rigoureux de la qualité de la langue parlée et écrite au Québec, contrairement à ce que prévoyait son mandat initial, il n'y a pas grand-chose qui volera à son secours après sa performance de cette année dans le dossier de la loi 178.

À quoi sert un organisme qui, au lieu d'agir en conseiller indépendant, se contente de refiler au gouvernement des «avis» basés sur l'opportunisme politique plutôt que sur le libre exercice de la pensée et la recherche de la justice? Les politiciens sont là pour ça, non? (Dans son récent avis sur l'opportunité de réviser certains aspects de la loi 101, le CLF réussissait le tour de force d'être plus velléitaire que Robert Bourassa, plus rigide que les péquistes et plus tâtilon que les fonctionnaires de l'Office! C'est ce qu'on appelle l'esprit de synthèse!)

\* \* \*

Contrairement à ce que l'effondrement référendaire et les sorties fracassantes des «allarmistes» laissent prévoir, le PLQ n'est finalement ni divisé ni déchiré.

Il est resté tel qu'en lui-même et à l'image de son chef bien-aimé: opportuniste et sans principe, penchant vers le souverainisme quand les sondages montrent que le souverainisme est populaire, revenant à l'orthodoxie fédéraliste quand le vent a tourné, enfourchant le cheval de la loi 101 quand c'est rentable et l'envoyant paître quand les sondages reflètent le ras-le-bol de la population.

Cette fois, les libéraux sont entrés en conseil général avec en main la mini-bombe que constituait la condamnation, par un comité de l'ONU, des politiques québécoises sur l'affichage. Une mini-bombe qui a semé le désarroi dans le camp péquiste, où l'on tient à tout prix à soigner l'image du Québec sur la scène internationale.

Avec aussi des sondages qui leur disaient que la population reste ouverte aux compromis sur l'affichage, même après que l'opposition ultra-nationaliste eut tout fait pour jeter de l'huile sur le feu. Mieux encore, avec des sondages montrant que pour la première fois depuis plus de deux ans, leur parti devance le PQ dans les intentions de vote des francophones et que le taux de satisfaction envers le gouvernement atteint un taux rarement vu, ce qui tendrait à prouver que l'exploitation du contentieux linguistique (depuis toujours le talon d'Achille du PLQ) n'est plus aussi rentable qu'apparaissait.

Les libéraux ont donc courageusement foncé dans le sens du vent, à la traîne de l'ONU et de l'opinion publique.

Ce qui ne veut pas dire que leurs prises de position sont sans valeur. Au contraire.

Il fallait un compromis sur l'affichage, et celui-ci, qui distingue entre les affiches situées sur les lieux même du commerce et les grands panneaux, semble, jusqu'à preuve du contraire, plus intelligent que la distinction «extérieur-intérieur» de la loi 178 ou celle du CLF entre entreprises incorporées ou non.

Il ne fallait pas reculer sur l'intégration des immigrants à l'école française, mais il fallait jeter du lest ailleurs, et les libéraux ont été bien avisés de demander, notamment, des protections accrues pour les institutions minoritaires — écoles rurales, municipalités, hôpitaux et services sociaux dont le statut bilingue pourrait, selon la loi actuelle, être remis en question au moindre changement démographique. Du bon travail, finalement.

## Affichage: sur la voie d'un mortel engrenage

JEAN-MARC LÉGER

L'auteur est un ancien haut fonctionnaire québécois. Il est présentement directeur de la Fondation et du Centre Lionel-Loroux.

On ne saurait traiter une disposition particulière ou un chapitre d'une politique linguistique séparément des autres. Chaque élément ne peut être justement apprécié et correctement interprété que par référence à l'ensemble dont il fait partie. C'est pourquoi la nouvelle option du gouvernement libéral à propos de l'affichage commercial représente un tournant majeur et constitue un acte lourd de conséquences, tant pour l'avenir de la langue française que pour la paix civile au Québec.

Qui croira qu'une fois consentie cette modification importante, le dossier sera refermé et le reste du dispositif linguistique, intouché? Il n'est pas possible de souscrire en pareille matière à deux logiques contradictoires, de concilier deux démarches opposées. On aura ainsi observé que, contrairement à certaines intentions prêtées au gouvernement, au début de l'année, les concessions décidées en matière d'affichage n'ont pas trouvé, sinon de contreponds, du moins une contrepartie dans le renforcement des dispositions sur le français comme langue de travail, ni dans aucune autre mesure nouvelle de francisation. Par contre, encore qu'on l'ait fait à ce stade avec prudence, le principe a été retenu d'aménagements ou «d'assouplissements» ponctuels en ce qui concerne la fréquentation de l'école anglaise par les non anglophones.

Plutôt qu'un infléchissement de l'itinéraire, c'est un véritable changement de cap, un mouvement irrépressible de recul dans tout ce qui concerne la protection ou la défense de la langue française; c'est le début du processus de

liquidation de toute la législation linguistique. La décision que le gouvernement s'apprete à traduire dans un projet de loi représente une double faute, quant à l'opportunité et quant au fond.

Quant à l'opportunité, d'abord, et sous deux aspects. La situation du français au Québec, et en particulier dans la région de Montréal, s'est-elle à ce point améliorée, renforcée, confortée que les mesures jugées indispensables voici cinq ans et qui entraîneraient alors l'invocation de la clause dérogatoire, ne seraient plus requises? Qui aurait l'impudence ou se donnerait le ridicule de l'affirmer? C'est plutôt à une détérioration régulière et préoccupante des positions du français que l'on assiste. Il est hélas! facile de le constater chaque jour, si on a les oreilles et les yeux ouverts: le français est devenu quasi langue étrangère dans certains quartiers de la métropole. On se rappellera qu'en 1988, le gouvernement libéral a fait marche arrière devant l'ampleur de la réaction des francophones: aujourd'hui, il estime n'avoir plus à la redouter et revient à son penchant naturel.

Il convient de se demander, d'autre part, si un gouvernement en fin de mandat peut légitimement prendre une initiative si lourde de conséquences et hypothéquer à ce point la liberté d'action de son successeur. Il y a là une sorte de mépris de l'opinion publique et de la règle de comportement démocratique qui s'apparente à un coup de force. On dira que le gouvernement est contraint par le calendrier de prendre une décision à propos de la clause dérogatoire. Mais il n'y a rien de honteux, dans le contexte actuel, à reconduire une clause inscrite dans la constitution et qui représente l'unique moyen que nous laisse encore le régime où nous sommes, d'assurer une protection minimale de la langue nationale. La reconduction de la clause «nonobstant» aurait constitué, quel que soit le point de vue qu'on entretienne sur

le fond, l'attitude la plus sage et la plus saine, puisqu'elle ne préjuge pas de l'avenir et laisse au gouvernement nouvellement élu, donc nanti de la plus récente légitimité, le soin d'adopter en la matière la position qu'il estimera souhaitable.

Faute quant au fond, par ailleurs, car non seulement le domaine de l'affichage commercial revêt dans une société moderne une fonction socio-culturelle et une fonction intégratrice de premier plan mais il compose pour une large part le paysage quotidien et le visage extérieur d'une ville. La langue de cet affichage est à l'évidence porteuse d'un message permanent à l'endroit des citoyens et surtout des immigrants; elle agit comme un révélateur dont la portée dépasse de loin celle du discours officiel. (...)

L'affichage, c'est beaucoup plus qu'un message de portée commerciale ou une tentative de séduction du consommateur. D'où la place considérable qu'avec raison il occupait dans la loi 101. Une politique linguistique est un ensemble délicat et cohérent, dont tous les éléments sont interdépendants; affaiblir ou éliminer l'un revient à affaiblir tous les autres et à compromettre à terme l'ensemble de l'édifice.

La porte est désormais ouverte à toute la cascade des revendications. Bien naïf qui peut croire que la minorité anglophone s'arrêtera en si bon chemin. Comment lui reprocher de pousser son avantage, dès lors qu'elle dispose d'un gouvernement qui lui est tout acquis et pour qui le véritable «irritant» c'est la loi 101, tout entière ou ce qui en reste. On ne peut nier à la communauté anglophone le droit d'avoir en cette matière sa propre logique. Ayons au moins quant à nous la triste lucidité de reconnaître que dans la liberté en matière de langue d'affichage sont inscrites la liquidation complète de la loi 101 et l'anglicisation accélérée de Montréal. (...)

L'opinion publique, lasse déjà

de ce nouveau débat avant même qu'il ne soit pleinement engagé, est de surcroît troublée par la récente décision du comité des droits de l'homme des Nations unies. Le PLQ fait évidemment son miel de cette prise de position et l'exploite sans vergogne.

L'émotion et même parfois le désarroi suscités chez nous par cette affaire tiennent largement à sa dramatisation par la classe politique et par les médias. Il ne s'agit ni d'un jugement, ni d'une condamnation: l'ONU est un organe politique, nullement un tribunal. Ses comités rendent des avis, non des arrêts ni des jugements. De plus, l'avis rendu à propos de la loi 178 est plus complexe et nuancé qu'on a dit et autorise de multiples et divergentes interprétations, comme déjà en témoignent les réactions contradictoires de nombreux juristes. Au total, il n'y a là rien qui mette en cause, au contraire, le droit fondamental d'un peuple à défendre sa langue et sa culture par tous les moyens démocratiques qu'il considère comme nécessaires et appropriés.

«Faudra-t-il mener indéfiniment le même combat?», se demandent aujourd'hui nombre de militants de tous milieux, qui ont luté depuis des années pour le salut de la langue nationale, donc du Québec, et qui, un moment, avaient pu espérer que l'essentiel au moins était acquis. Quoi qu'il paraisse, ce n'est plus le même combat. Si le but reste identique, les conditions où il se présente cette fois sont sensiblement différentes de celles qui prévalaient hier, car le paysage socio-culturel, psychologique, démographique a été profondément modifié au cours des dernières années. (...)

Nous avons pu écarter, voici peu, la menace que représentait la néfaste entente de Charlottetown. Cette victoire, au demeurant fragile, aura été éphémère et inutile, si devait maintenant se réaliser le funeste dessein du PLQ en matière linguistique. (...)

# Plus facile de mater le désert que les contestataires

## Le Miracle égyptien a permis de faire pousser des villes en plein désert: durera-t-il?

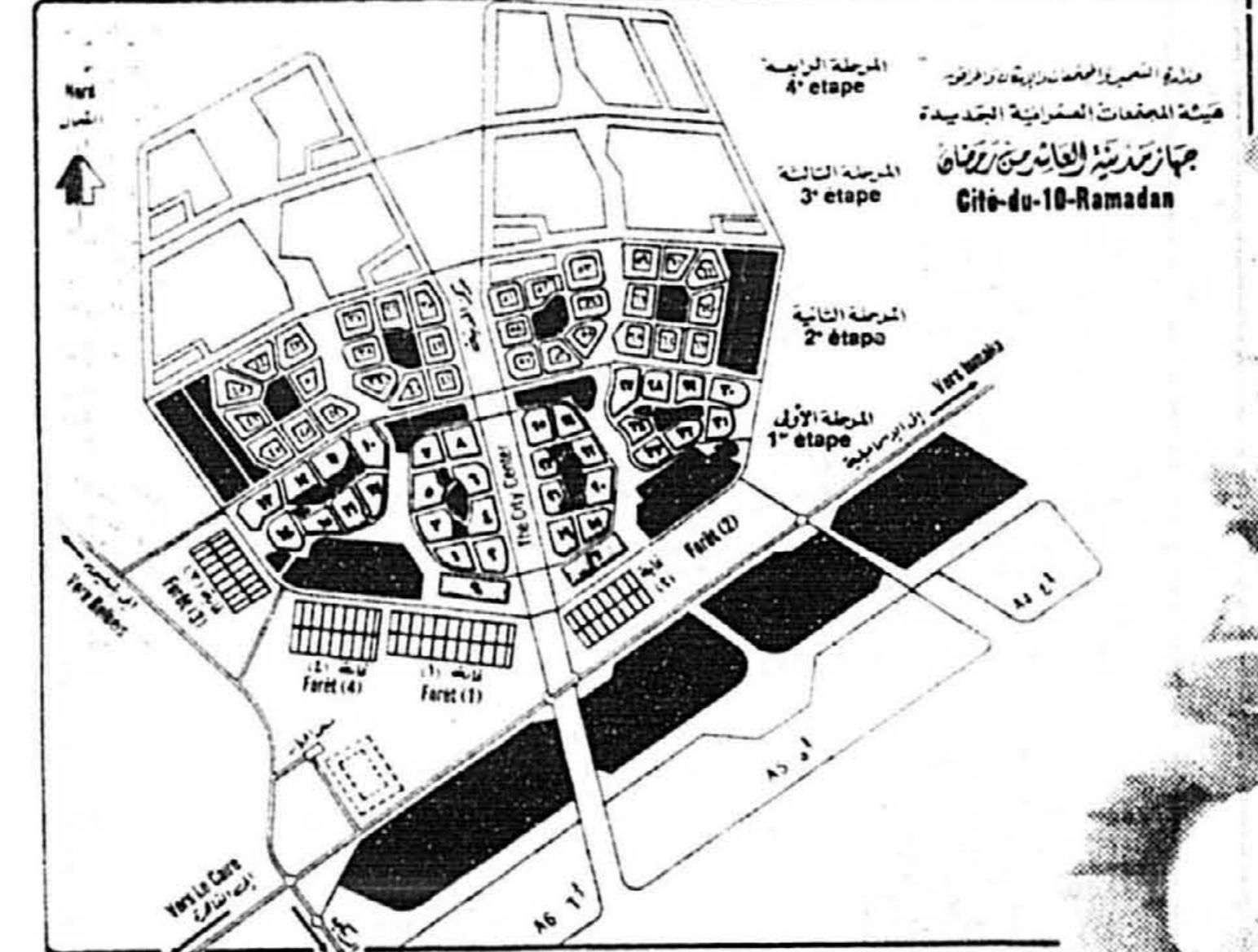
JOONEED KHAN  
envoyé spécial  
La Presse au CAIRE

C'est dans la Cité-du-10-Ramadân, vitrine du *Miracle égyptien* qui fait pousser des centres industriels dans le désert depuis plus de 10 ans, que j'ai senti pour la première fois que l'Égypte ne dérivait pas, mais qu'une main humaine cherchait à l'orienter hors du cercle vicieux du sous-développement.

Sept villes semblables fonctionnent déjà, dans la Cité-Sadate et la Cité-du-6-October, sur la route d'Alexandrie; 12 autres sont en construction, plusieurs en Haute-Égypte. En fin de projet, chacune comptera environ 500 000 habitants.

«C'est le résultat le plus tangible de la politique sadattienne de l'*infitah*, l'ouverture aux capitaux étrangers après l'essai de *socialisme arabe* sous Nasser», explique Abou al-Azz.

En plus des services, l'État fournit aux ouvriers et aux cadres des logements propres et bon marché, et invite les étrangers à lancer des *joint ventures* dans ces cités nouvelles, en comptant sur



La Cité-du-10-Ramadân, une ville volée au désert. Avec ses habitations, ses usines, ses services, voire ses espaces verts.



Hassan Aly Khedr, ministre adjoint de l'Agriculture; responsable du repêrage des eaux, pour la Cité-du-10-Ramadân.

l'emploi et des Communautés nouvelles se sont voilées de larmes.

De fierté. Soldat de l'ombre écrasé sous une cure d'hygiène de plus en plus égoïste et corrompue, il était soulagé d'entendre un jugement aussi positif sur ce qui était l'oeuvre de sa vie.

Et pour cause. La doyenne des cités nouvelles, proposée dès 1977 par le président Anouar Sadate compte déjà 100 000 habitants et plus de 500 usines qui contribuent, selon l'ingénieur Nabil Bar, général à la retraite et maire adjoint, «un quart des exportations égyptiennes, à l'exclusion du pétrole».

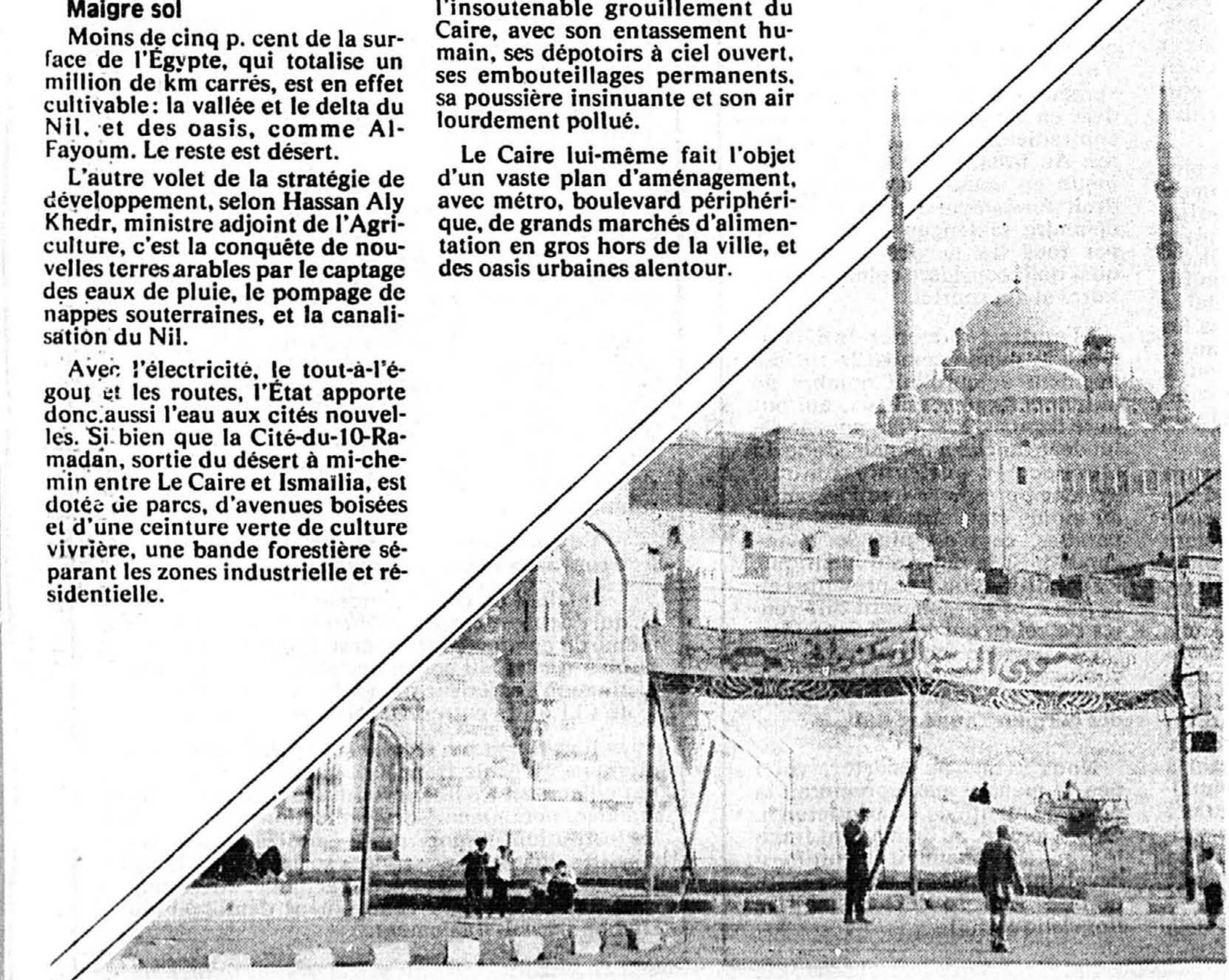
Le défi était simple et effarant, explique Abou al-Azz: l'exode rural vers le Caire et la construction d'usines empiétant tous deux sur les marges fertiles arables du pays. Il fallait à tout prix briser l'état, en attirant les gens vers une vie meilleure et des emplois dans des cités nouvelles, des usines industrielles, productives et quasi-autonomes, loin du Caire.

**Maigre sol**

Moins de cinq p. cent de la surface de l'Égypte, qui totalise un million de km carrés, est en effet cultivable: la vallée et le delta du Nil, et des oasis, comme Al-Fayoum. Le reste est désert.

L'autre volet de la stratégie de développement, selon Hassan Aly Khedr, ministre adjoint de l'Agriculture, c'est la conquête de nouvelles terres arables par le captage des eaux de pluie, le pompage de nappes souterraines, et la canalisation du Nil.

Avec l'électricité, le tout-à-tout-gout et les routes, l'État apporte donc aussi l'eau aux cités nouvelles. Si bien que la Cité-du-10-Ramadân, sortie du désert à mi-chemin entre Le Caire et Ismailia, est dotée de parcs, d'avenues boisées et d'une ceinture verte de culture vivrière, une bande forestière séparant les zones industrielle et résidentielle.



Le soir, les touristes remplissent malgré tout les estrades du spectacle Sons et Lumières, au pied des Pyramides de Guizeh; le jour ils visitent ces nécropoles, modestes mais chateaux, pris en l'air efféminé, hermines et le Sphinx, coiffés d'un keffiyeh, à cheval ou à dos de chameau, avant d'aller acheter parfums et papirus peints, et de goûter aux délicieuses nombreuses tables de l'hôtel Oberoi voisin.

Mais pour l'Égypte, le cercle du sous-développement est bien plus vicieux que cela. Il ne suffit pas d'attirer des Cairotes vers les cités nouvelles; il faut aussi attirer les paysans dans les villages de Haute-Égypte et bloquer l'exode rural.

Il y a l'explosion démographique, avec un taux de croissance de 2,5 p. cent l'an, la population double en moins d'une génération. Et, pour une jeune industrie vouée d'abord au marché intérieur et à la réduction des importations, il y a une menace de la concurrence, avec les pressions de la Banque mondiale et du FMI pour forcer le pays à s'ouvrir aux importations. Les exportations — 1,5 milliards \$ en 1992 — sont par le fait même compromises.

«Notre stratégie nous appelle à compter sur nos propres moyens de production. Le processus de paix avec Israël, s'il aboutit, sera un plus, mais notre développement n'en dépend aucunement», a-t-il soutenu.

**Excédent commercial**

Maurice Makramallah, ministre du Développement international, a parlé à *La Presse* du premier excédent commercial de l'Égypte en 30 ans, de la stabilisation de la livre égyptienne (3 L.E. = 1 \$), du quadruplement des réserves en devises, et de l'entrée annuelle de deux milliards \$ d'aide extérieure (1,2 milliard en dons, le reste en prêts préférentiels).

Il a rappelé le projet de Marché arabe lancé en 1956-57 (en même temps que la CEE) et le Conseil arabe d'unité économique créé en 1964. «Ça n'a pas décollé, mais nous avons des comités conjoints avec les pays arabes et nous cherchons à accroître la coopération», a-t-il dit, affirmant, lui aussi, que «l'Égypte ne lie pas ses projets de développement à la conclusion d'une paix globale au Proche-Orient», ajoutant: «Les gens ne sont pas prêts pour une économie israélo-arabe.»

C'est sur cette toile de fond que s'inscrit l'actuelle campagne de violence déséquilibrée. Les attentats contre les touristes menacent la première industrie du pays (quatre milliards \$ en 1992), qui s'est péniblement remise sur pied grâce au congrès mondial des agents de voyages tenu au Caire en 1992, après la catastrophe de la crise et de la guerre du Golfe en 1990-91. Et il y a la jeunesse, le chômage, la révolte islamiste qui monte, et la rivalité qui croit avec l'arrivée de nouveaux investisseurs analogues de la région — Portugal, Grèce, Turquie, Israël.

**Agriculture**

Il y a les pressions sur l'agriculture. Mandarin imbu de jargon économique, le Dr Khedr, ministre adjoint, disserte doctement sur le poids du passé, l'urgence de privatiser, la baisse des dépenses et la vérité des prix, le rendement par feddan et la productivité de l'eau, mais il ne peut masquer certaines données critiques.

«Nous n'avons pas peur de la concurrence; notre souci doit être prix et qualité», dit gravement Louis Bishara, de BTM. Mais bien des fermes ayant prospéré sous l'*infitah* s'inquiètent.

**Grande confiance**

Partout, une grande confiance des cadres, ouvriers et ouvrières appliqués, bonnes conditions de travail, gestion efficace, sous l'égide de l'émergence d'une élite industrielle, loin de l'insoutenable grouillement du Caire, avec un entassement humain, ses dépotoirs à ciel ouvert, ses embouteillages permanents, sa poussière insinuante et son air lourdement pollué.

Le Caire lui-même fait l'objet d'un vaste plan d'aménagement, avec métro, boulevard périphérique, de grands marchés d'alimentation en gros hors de la ville, et des oasis urbaines alentour.

**Violence politique**

Elle fait son effet, certes. «1993 ne sera pas aussi bonne que 1992», dit Mursy Saad al-Dine, conseiller de feu le président Sadate et grand promoteur du tourisme égyptien.

Mais les visiteurs débarquent. Par groupes entiers. A l'aéroport du Caire et dans le port d'Alexandrie. Certains atterrissent tout droit en Haute-Égypte, à Louxor ou Assouan. D'autres choisissent de remonter le Nil, par le bateau.

**Les autocars s'alignent** devant la Musée égyptien, Place Tahrir, au centre du Caire. Quelques jours plus tôt, une bombe avait éclaté à côté. Une semaine après, une bombe allait sauter sous l'un des véhicules, et une autre dans la chambre funéraire de la pyramide de Kephren, mais sans faire de victimes.

Le soir, les touristes remplissent malgré tout les estrades du spectacle Sons et Lumières, au pied des Pyramides de Guizeh; le jour ils visitent ces nécropoles, modestes mais chateaux, pris en l'air efféminé, hermines et le Sphinx, coiffés d'un keffiyeh, à cheval ou à dos de chameau, avant d'aller acheter parfums et papirus peints, et de goûter aux délicieuses nombreuses tables de l'hôtel Oberoi voisin.

mentent, comme celui de l'importation de la viande avariée, avec les coûts politiques et sociaux que tout cela implique.

Il y a le blocage du processus de paix. Avec Sadate, Camp-David et la guerre contre l'Irak, l'Égypte a fait des choix politiques courageux, mais les retombées économiques escomptées ne viennent pas. Pire, la Guerre froide finie, la manne de l'aide US menace de tarir, Washington ayant ses déficits à éponger et de nouveaux clients stratégiques à soutenir (Russie, Europe de l'Est).

Le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa, a bien affirmé à *La Presse* que les choix politiques de ses pays répondraient à des exigences stratégiques et n'étaient pas calculés fonction de retombées économiques.

«Notre stratégie nous appelle à compter sur nos propres moyens de production. Le processus de paix avec Israël, s'il aboutit, sera un plus, mais notre développement n'en dépend aucunement», a-t-il soutenu.

**Excédent commercial**

Maurice Makramallah, ministre du Développement international, a parlé à *La Presse* du premier excédent commercial de l'Égypte en 30 ans, de la stabilisation de la livre égyptienne (3 L.E. = 1 \$), du quadruplement des réserves en devises, et de l'entrée annuelle de deux milliards \$ d'aide extérieure (1,2 milliard en dons, le reste en prêts préférentiels).

Il a rappelé le projet de Marché arabe lancé en 1956-57 (en même temps que la CEE) et le Conseil arabe d'unité économique créé en 1964. «Ça n'a pas décollé, mais nous avons des comités conjoints avec les pays arabes et nous cherchons à accroître la coopération», a-t-il dit, affirmant, lui aussi, que «l'Égypte ne lie pas ses projets de développement à la conclusion d'une paix globale au Proche-Orient», ajoutant: «Les gens ne sont pas prêts pour une économie israélo-arabe.»

**Agriculture**

Il y a les pressions sur l'agriculture. Mandarin imbu de jargon économique, le Dr Khedr, ministre adjoint, disserte doctement sur le poids du passé, l'urgence de privatiser, la baisse des dépenses et la vérité des prix, le rendement par feddan et la productivité de l'eau, mais il ne peut masquer certaines données critiques.

**Grande confiance**

Partout, une grande confiance des cadres, ouvriers et ouvrières appliqués, bonnes conditions de travail, gestion efficace, sous l'égide de l'émergence d'une élite industrielle, loin de l'insoutenable grouillement du Caire, avec un entassement humain, ses dépotoirs à ciel ouvert, ses embouteillages permanents, sa poussière insinuante et son air lourdement pollué.

**Violence politique**

Elle fait son effet, certes. «1993 ne sera pas aussi bonne que 1992», dit Mursy Saad al-Dine, conseiller de feu le président Sadate et grand promoteur du tourisme égyptien.

**Les autocars s'alignent** devant la Musée égyptien, Place Tahrir, au centre du Caire. Quelques jours plus tôt, une bombe avait éclaté à côté. Une semaine après, une bombe allait sauter sous l'un des véhicules, et une autre dans la chambre funéraire de la pyramide de Kephren, mais sans faire de victimes.

mentent, comme celui de l'importation de la viande avariée, avec les coûts politiques et sociaux que tout cela implique.

Il y a le blocage du processus de paix. Avec Sadate, Camp-David et la guerre contre l'Irak, l'Égypte a fait des choix politiques courageux, mais les retombées économiques escomptées ne viennent pas. Pire, la Guerre froide finie, la manne de l'aide US menace de tarir, Washington ayant ses déficits à éponger et de nouveaux clients stratégiques à soutenir (Russie, Europe de l'Est).

Le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa, a bien affirmé à *La Presse* que les choix politiques de ses pays répondraient à des exigences stratégiques et n'étaient pas calculés fonction de retombées économiques.

«Notre stratégie nous appelle à compter sur nos propres moyens de production. Le processus de paix avec Israël, s'il aboutit, sera un plus, mais notre développement n'en dépend aucunement», a-t-il soutenu.

**Excédent commercial**

Maurice Makramallah, ministre du Développement international, a parlé à *La Presse* du premier excédent commercial de l'Égypte en 30 ans, de la stabilisation de la livre égyptienne (3 L.E. = 1 \$), du quadruplement des réserves en devises, et de l'entrée annuelle de deux milliards \$ d'aide extérieure (1,2 milliard en dons, le reste en prêts préférentiels).

Il a rappelé le projet de Marché arabe lancé en 1956-57 (en même temps que la CEE) et le Conseil arabe d'unité économique créé en 1964. «Ça n'a pas décollé, mais nous avons des comités conjoints avec les pays arabes et nous cherchons à accroître la coopération», a-t-il dit, affirmant, lui aussi, que «l'Égypte ne lie pas ses projets de développement à la conclusion d'une paix globale au Proche-Orient», ajoutant: «Les gens ne sont pas prêts pour une économie israélo-arabe.»

**Agriculture**

Il y a les pressions sur l'agriculture. Mandarin imbu de jargon économique, le Dr Khedr, ministre adjoint, disserte doctement sur le poids du passé, l'urgence de privatiser, la baisse des dépenses et la vérité des prix, le rendement par feddan et la productivité de l'eau, mais il ne peut masquer certaines données critiques.

**Grande confiance**

Partout, une grande confiance des cadres, ouvriers et ouvrières appliqués, bonnes conditions de travail, gestion efficace, sous l'égide de l'émergence d'une élite industrielle, loin de l'insoutenable grouillement du Caire, avec un entassement humain, ses dépotoirs à ciel ouvert, ses embouteillages permanents, sa poussière insinuante et son air lourdement pollué.

**Violence politique**

Elle fait son effet, certes. «1993 ne sera pas aussi bonne que 1992», dit Mursy Saad al-Dine, conseiller de feu le président Sadate et grand promoteur du tourisme égyptien.

**Les autocars s'alignent** devant la Musée égyptien, Place Tahrir, au centre du Caire. Quelques jours plus tôt, une bombe avait éclaté à côté. Une semaine après, une bombe allait sauter sous l'un des véhicules, et une autre dans la chambre funéraire de la pyramide de Kephren, mais sans faire de victimes.

mentent, comme celui de l'importation de la viande avariée, avec les coûts politiques et sociaux que tout cela implique.

Il y a le blocage du processus de paix. Avec Sadate, Camp-David et la guerre contre l'Irak, l'Égypte a fait des choix politiques courageux, mais les retombées économiques escomptées ne viennent pas. Pire, la Guerre froide finie, la manne de l'aide US menace de tarir, Washington ayant ses déficits à éponger et de nouveaux clients stratégiques à soutenir (Russie, Europe de l'Est).

Le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa, a bien affirmé à *La Presse* que les choix politiques de ses pays répondraient à des exigences stratégiques et n'étaient pas calculés fonction de retombées économiques.

«Notre stratégie nous appelle à compter sur nos propres moyens de production. Le processus de paix avec Israël, s'il aboutit, sera un plus, mais notre développement n'en dépend aucunement», a-t-il soutenu.

**Excédent commercial**

Maurice Makramallah, ministre du Développement international, a parlé à *La Presse* du premier excédent commercial de l'Égypte en 30 ans, de la stabilisation de la livre égyptienne (3 L.E. = 1 \$), du quadruplement des réserves en devises, et de l'entrée annuelle de deux milliards \$ d'aide extérieure (1,2 milliard en dons, le reste en prêts préférentiels).

Il a rappelé le projet de Marché arabe lancé en 1956-57 (en même temps que la CEE) et le Conseil arabe d'unité économique créé en 1964. «Ça n'a pas décollé, mais nous avons des comités conjoints avec les pays arabes et nous cherchons à accroître la coopération», a-t-il dit, affirmant, lui aussi, que «l'Égypte ne lie pas ses projets de développement à la conclusion d'une paix globale au Proche-Orient», ajoutant: «Les gens ne sont pas prêts pour une économie israélo-arabe.»

**Agriculture**

Il y a les pressions sur l'agriculture. Mandarin imbu de jargon économique, le Dr Khedr, ministre adjoint, disserte doctement sur le poids du passé, l'urgence de privatiser, la baisse des dépenses et la vérité des prix, le rendement par feddan et la productivité de l'eau, mais il ne peut masquer certaines données critiques.

**Grande confiance**

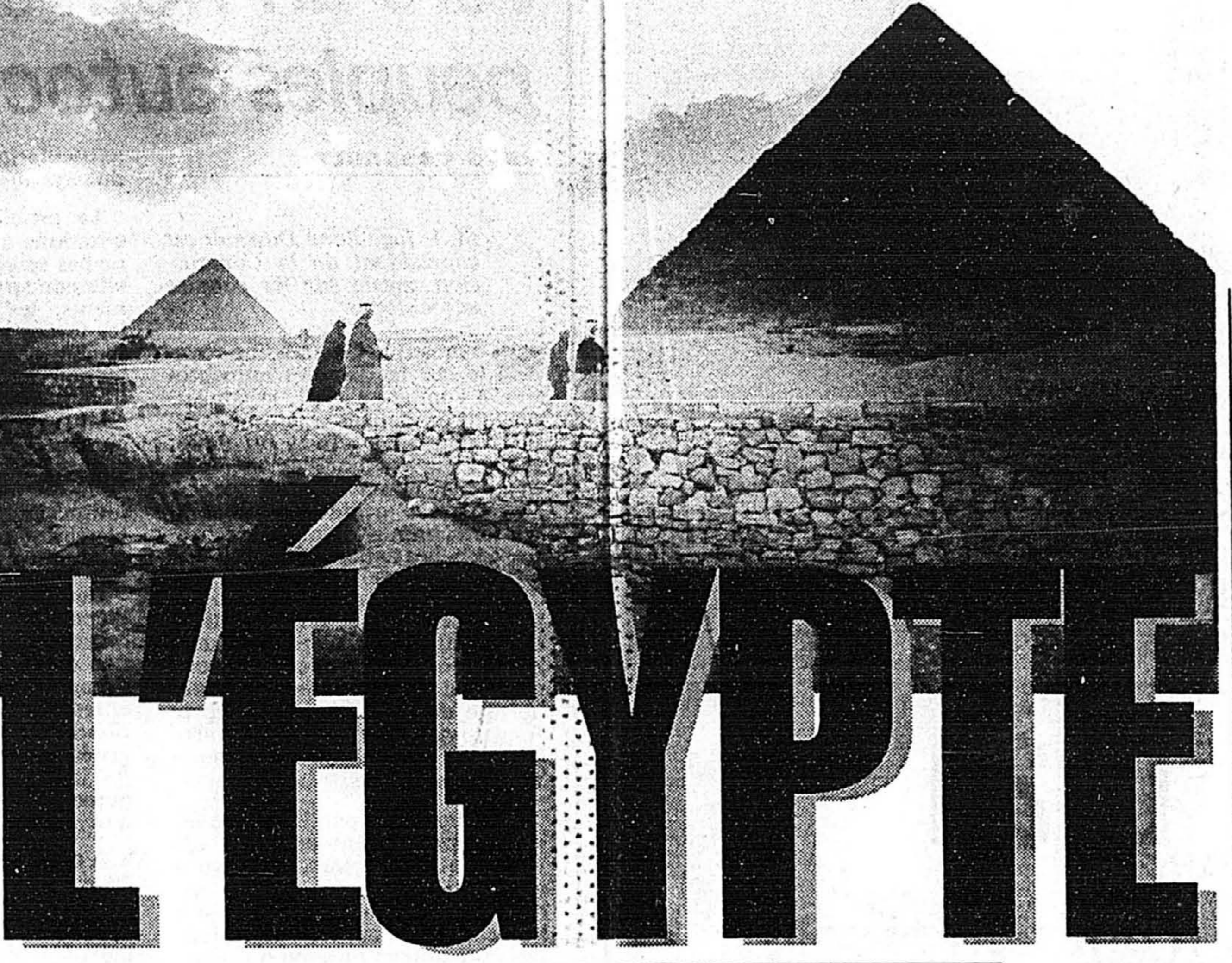
Partout, une grande confiance des cadres, ouvriers et ouvrières appliqués, bonnes conditions de travail, gestion efficace, sous l'égide de l'émergence d'une élite industrielle, loin de l'insoutenable grouillement du Caire, avec un entassement humain, ses dépotoirs à ciel ouvert, ses embouteillages permanents, sa poussière insinuante et son air lourdement pollué.

**Violence politique**

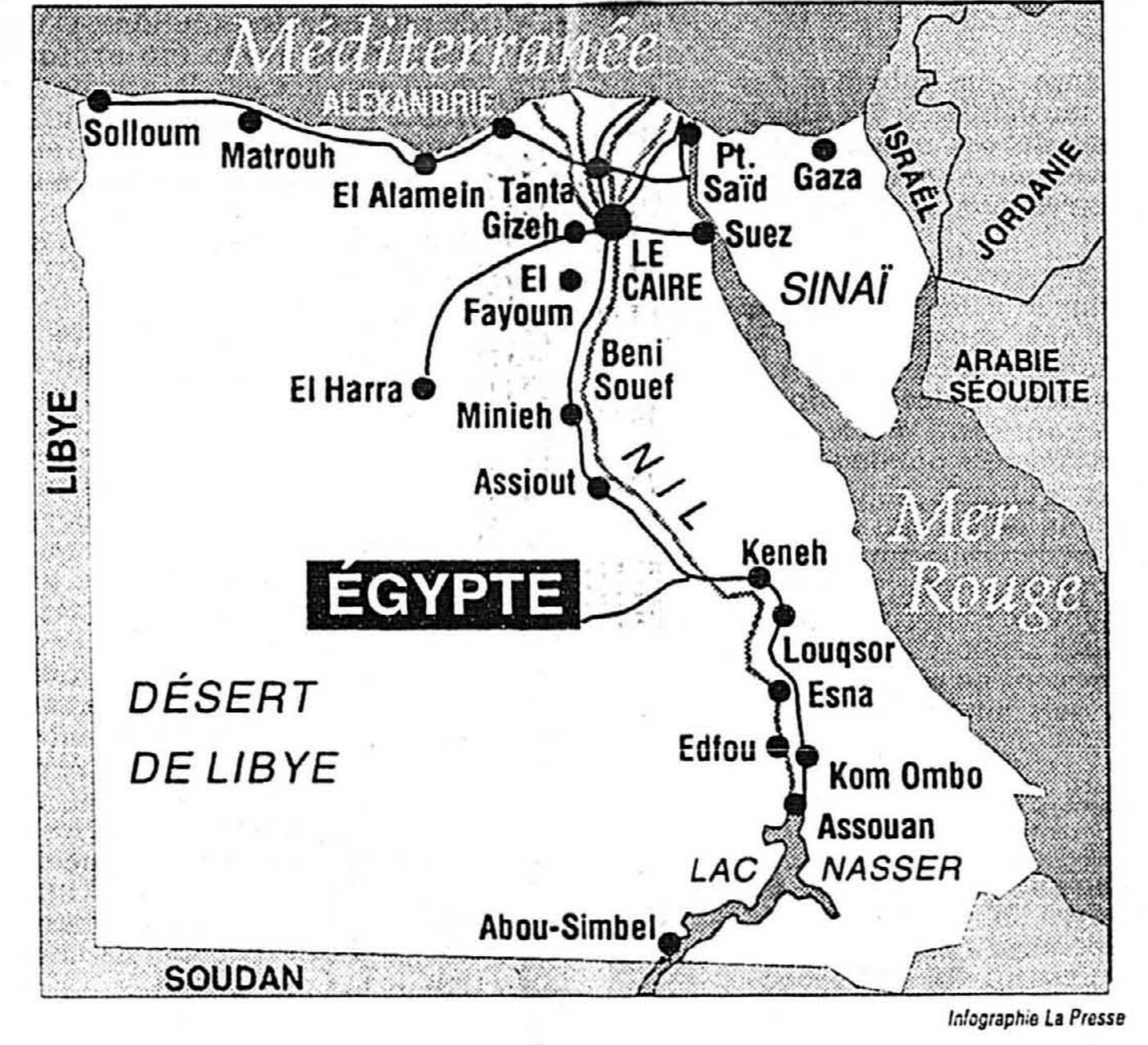
Elle fait son effet, certes. «1993 ne sera pas aussi bonne que 1992», dit Mursy Saad al-Dine, conseiller de feu le président Sadate et grand promoteur du tourisme égyptien.

**Les autocars s'alignent** devant la Musée égyptien, Place Tahrir, au centre du Caire. Quelques jours plus tôt, une bombe avait éclaté à côté. Une semaine après, une bombe allait sauter sous l'un des véhicules, et une autre dans la chambre funéraire de la pyramide de Kephren, mais sans faire de victimes.

# Plus



son économie



sa diplomatie

# sa vie sociale

# Le Nouvel Ordre mondial, vu d'un pays... qui y a contribué

## En optant pour les USA en 1970, l'Égypte a favorisé l'éclosion d'un monde unipolaire

JOONEED KHAN  
envoyé spécial  
La Presse au CAIRE

Égypte, dont le revirement stratégique en faveur des États-Unis au début des années 1970 infligé à l'URSS un désastre qu'elle ne devait jamais surmonter, n'apprécie guère le *Nouvel Ordre mondial* qui a résulté de l'effondrement de l'Empire soviétique.

Effondrement dans lequel les régimes Sadate et Moubarak jouent un rôle déterminant en mettant Israël, avec l'aide de l'Occident, à l'abri du chantage militaire arabo-soviétique, et en appuyant la Dihad des islamistes mobilisés, armés et financés par l'Occident contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan.

«Le Nouvel Ordre mondial dont l'Égypte facilite par ailleurs la venue en orchestrant, au sein de la Ligue arabe, le triomphe de l'intransigence des émirats du Golfe face à l'Irak dans la crise du Koweït en 1990. Et en soutenant l'option militariste de George Bush jusqu'à son aboutissement excessif et grotesque.»

Pour sûr, l'Égypte gagnait au change, récupérant tout le Sinaï occupé par Israël depuis 1967, recevant plus de deux milliards \$ d'aide US par année et du matériel dernier cri pour ses forces armées, relançant son économie grâce au tourisme et aux capitaux étrangers, et bénéficiant, via les royalties pétro-arabes, de la remise de 15 milliards \$ de dettes militaires — comme quoi la redistribution des richesses arabes prônée par Saddam Hussein face au Koweït ne s'opérait, mais en faveur de l'Égypte, sur le dos de l'Irak, ramené sous les bombes à l'âge pré-industriel!

**«Ligne stratégique»**

«Nos choix politiques ne furent pas décidés avec des avantages économiques en vue, mais en fonction d'une ligne stratégique», a maintenu le ministre des Affaires étrangères Amr Moussa, dans une interview à *La Presse*, avant d'ajouter: «On aurait pu avoir de meilleures offres.»

Mais Mursy Saad al-Dine, ancien chef de l'Information du régime, confit dans *La Presse*: «Avant la visite du président Anouar Sadate à Jérusalem, nous ne pouvions même pas acheter du temps d'antenne et de l'espace publicitaire dans les médias américains pour promouvoir le tourisme en Égypte; après Jérusalem, ce fut la volte-face et les médias américains nous comblèrent de publicité gratuite...»

La Ligue arabe siège toujours Place Tahrir, au centre du Caire, depuis son retour en 1990 de Tunis où elle avait démissionné après Camp-David, et c'est un Égyptien, Esmat Abdel Meguid, qui en est le secrétaire-général. Mieux même, c'est Boutros Boutros-Ghali, un ancien ministre égyptien,

lien des Affaires étrangères, qui est le secrétaire-général de l'ONU post-Guerre froide.

Les Égyptiens doivent donc se féliciter. Ne sont-ils pas, avec Boutros-Ghali et Abdel Meguid, à l'avant-scène du *Nouvel Ordre mondial*? Mais ce n'est guère le cas.

**Monde unipolaire**

«Depuis l'effondrement de l'URSS, nous vivons dans un monde unipolaire, mais l'unipolarisme est anormal, maisin. Il nous faut un équilibre. La question, c'est de savoir qui au monde peut faire contrepoids aux États-Unis», dit Hassan Fouad, éditeur adjoint de l'édition hebdomadaire en anglais d'*Al-Ahram*.

Petit homme sec bien serré sous sa cravate, mais capable de savoir quelle direction prendra le mondialisme, son sourire bonhomme qui se ferme tout aussi vite, Hassan Fouad, responsable de la politique internationale, lorgne vers l'Europe, mais il s'inquiète des conflits possibles entre Européens.

«Dans l'ex-Yugoslavie comme dans le Caucase, l'incapacité des Européens à rétablir l'ordre et la coopération est inquiétante», dit-il.

tion planétaires, sur tous les plans, économique, culturel, social... Parallèlement, dit-il, on trouve le processus d'internationalisation, son symbole le plus puissant étant incarné par la multinationale, qui frustre et dérange les économies nationales.

Mais le *Nouvel Ordre mondial* reflète la volonté de l'Amérique, seule superpuissance qui reste, de dominer ce mondialisme de façon à consolider son hégémonie sur le système unipolaire face à la montée de l'Europe, du Japon et des régionalismes, dit Yassine.

«La question aujourd'hui est de savoir qui participera à la direction de la nouvelle communauté mondiale et qui en seront les laissés-pour-compte», dit-il.

«En d'autres mots, il s'agit de savoir quelle direction prendra le mondialisme. Des principes d'équité et d'hégémonie, lequel va l'emporter? Car tout ordre inéquitable, voire inique, alimentera à coup sûr des résistances nationales, ethniques, religieuses.»

Il rem met une monographie qu'il vient de rédiger, intitulée *La chute des paradigmes et le défi du dialogue entre les cultures*, et qui conclut: «À la veille du XXI<sup>e</sup> siècle,

Le cas du Proche-Orient

La Guerre froide finie, l'Égypte se retrouve aussi dévalorisée qu'Israël par rapport aux priorités stratégiques des États-Unis, tous deux ayant perdu l'épouvantail communiste qui les servait. Tour à tour Yitzhak Rabin et Hosni Moubarak viennent de faire le pèlerinage à Washington pour exprimer leurs exigences avant la reprise de pourparlers qui traînent depuis 18 mois.

Washington a fait un petit geste envers Moubarak en imposant le Palestinien Faisal Hussein comme interlocuteur d'Israël. Mais c'est là une intervention au compte-gouttes qui témoigne d'une volonté de gérer le conflit à long terme plutôt que de le régler rapidement — par des pressions décisives appropriées.

Il s'agit d'autre part renvoyé Israël et l'Égypte dos à dos en leur indiquant qu'ils ne feraient pas les



Caricature parue dans le quotidien officiel, Al-Ahram.

il, les yeux clinés derrière d'épais lunettes.

«Je suis pessimiste», ajoute-t-il, ignorant si Boutros-Ghali à l'ONU et Abdel Meguid à la Ligue arabe donnent à l'Égypte une quelconque influence mondiale «ou si ce n'est qu'une illusion».

«La guerre du Golfe nous a valu l'annulation de 15 milliards \$ de dettes militaires, soit, mais les contrats mirobolants, les bénéfices à long terme, c'est les États-Unis et les autres qui les ont rafés. L'Égypte n'a rien eu», dit Mursy Saad al-Dine.

C'est toutefois Al-Sayed Yassine, directeur du Centre d'études politiques et stratégiques (CEPS) d'*Al-Ahram*, qui développe la critique la plus articulée du *Nouvel Ordre mondial* actuel. «C'est une formule idéologique», dit-il, «par laquelle les USA veulent manipuler le mondialisme.»

**Une hégémonie**

Le mondialisme, selon Yassine, c'est un processus historique d'interdépendance et d'intégration.

Dans la même perspective, son adjoint, Osama al-Ghazali Harb, rédacteur en chef du trimestriel *Politique internationale*, était à New Delhi récemment dans le cadre d'un colloque conjoint avec l'Institut indien d'études stratégiques et de la défense.

L'ordre unipolaire sous hégémonie US se cache aussi commodément derrière l'ONU dans les opérations en Somalie, au Cambodge et en Bosnie par exemple, derrière l'OEA en Haïti, derrière l'OTAN en Bosnie et en Irak. Ainsi, Garth Evans, le ministre australien des Affaires étrangères, vient de révéler que Washington a exercé des pressions «inouïes» sur Canberra (main en vain) pour qu'il ne retire pas ses troupes de la Somalie.

Mais, *Nouvel Ordre mondial* oblige, le discours égyptien reste prudent. «Nous n'exigeons pas le départ de Saddam Hussein comme condition à la normalisation avec l'Irak. L'Irak est un membre important de la société arabe et nous tenons à le récupérer. Mais il faut qu'il reconnaisse que le Koweït est un État souverain, exempt de toute revendication», déclare à *La Presse* le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa.

cle, l'humanité va devoir choisir entre reproduire le vieil ordre hégémonique sous le nom de *Nouvel Ordre mondial* ou bâtir un ordre post-hégémonique fondé sur la recherche d'un terrain d'entente entre les différentes traditions de civilisation.»

Al-Sayed Yassine regarde davantage vers le Japon. Il me parle du Club d'études mondiales de Tokyo, qui regroupe de grands instituts d'Asie et d'Europe voués à la recherche de moyens d'orienter le système mondial vers «l'équité post-hégémonique».

«Nous y sommes par le biais du Forum de la pensée arabe, qui est basé à Amman», dit-il, ajoutant que «le Japon cherche à contrer la volonté des USA de monopoliser, manipuler et dominer le système mondial».

Aussi, tout en courtisant l'Amérique et l'Europe, le régime de Moubarak cultive assidûment le jardin arabe, s'installant entre l'Occident et la Libye dans l'affaire de Lockerbie, déployant sa médiation entre Israël, l'OIP et Washington, organisant avec la Tunisie et l'Algérie une initiative coordonnée contre la filière islamiste irano-soudanaise, menaçant les riches royaumes pétroliers qui dominent la Ligue arabe, mais voulant aussi, enfin, aider l'Irak à rompre son isolement.

Debut mars, un émissaire égyptien séjournera à Bagdad dans le cadre d'une démarche officielle de dialogue, la première depuis le début de la crise du Golfe en août 1990. Et lors de sa récente tournée en Europe et aux États-Unis, le président Moubarak s'est efforcé de mettre en garde contre tout partage de l'Irak.

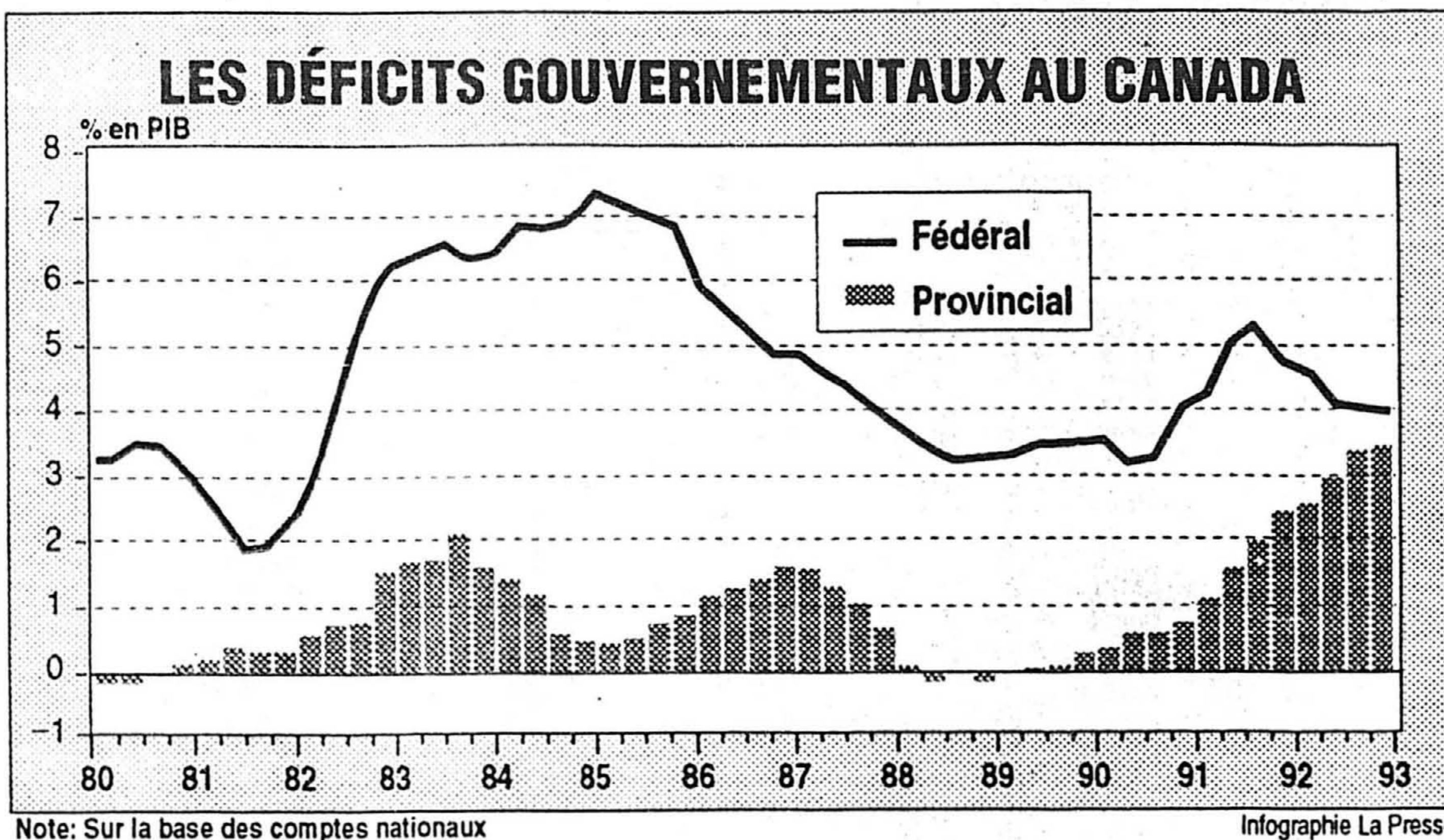
fraîche de l'aide à la Russie, du moins pour l'année fiscale 1994 (Israël, lui, reçoit chaque année trois milliards \$ des États-Unis).

Au Caire toutefois, des experts parent de la spirale déclinante des options pour Moubarak: l'aide à long terme n'est pas assurée, le conflit israélo-palestinien pourrait, la révolte islamiste s'en nourrir, l'économie égyptienne est sous pression. Et ils doutent que l'épouvantail islamiste, tourné désormais contre les USA, puisse se révéler un filon aussi productif que le fut celui du communisme durant la Guerre froide, sous l'*Ancien Ordre mondial*.

Le jardin arabe

Aussi, tout en courtisant l'Amérique et l'Europe, le régime de Moubarak cultive assidûment le jardin arabe, s'installant entre l'Occident et la Libye dans l'affaire de Lockerbie, déployant sa médiation entre Israël, l'OIP et Washington, organisant avec la Tunisie et l'Algérie une initiative coordonnée contre la filière islamiste irano-soudanaise, menaçant les riches royaumes pétroliers qui dominent la Ligue arabe, mais voulant aussi, enfin, aider l'Irak à rompre son isolement.

Debut mars, un émissaire égyptien séjournera à Bagdad dans le cadre d'une démarche officielle de dialogue, la première depuis le début de la crise du Golfe en août 1990. Et lors de sa récente tournée en Europe et aux États-Unis, le président Moubarak s'est efforcé de mettre en garde contre tout partage de l'Irak.



# Neuf budgets Mulroney: un bilan

Élus en 84 en promettant de mater le déficit, les conservateurs n'ont rien résolu

**PHILIPPE DUBUISSON**

du bureau de La Presse  
OTTAWA



Le gouvernement conservateur a été élu en 1984 en promettant de mettre de l'ordre dans les finances publiques du Canada.

Neuf ans plus tard, après d'innombrables hausses d'impôts, de taxes et de mesures de compressions, le problème du déficit demeure entier. Que s'est-il passé?

Une revue de chacun des budgets présentés sous le règne du premier ministre Brian Mulroney permet de dégager plusieurs éléments de réponses. Premièrement, ce gouvernement n'est pas différent des autres. À l'approche des élections, il a renoncé à poursuivre la lutte au déficit.

Deuxièmement, plusieurs des réformes annoncées sur le plan de la fiscalité n'ont pas donné les résultats escomptés ou ont eu des effets pervers. C'est le cas des nombreuses hausses de taxes sur le tabac, les cigarettes et l'essence et de l'introduction de la TPS. Ces taxes à la consommation ont encouragé la contrebande, le travail au noir et les achats aux États-Unis.

Troisièmement, en limitant la croissance des transferts aux autres administrations sans amorcer une réforme des programmes sociaux, le gouvernement fédéral a déversé une partie de son problème dans la cour des provinces. Il en résulte que les finances publiques du Canada ne s'en trouvent pas améliorées, le déficit du secteur public au Canada demeurant pratiquement au même niveau aujourd'hui qu'en 1984.

Enfin, en voulant à tout prix éliminer l'inflation par une politique monétaire restrictive, le gouvernement conservateur a imposé à l'industrie canadienne un défi difficile à relever à court terme: se restructurer pour affronter la concurrence étrangère dans un contexte de libéralisation du commerce avec des taux d'intérêt et un taux de change élevés.

## L'approche des élections

Ce n'est pas seulement par le budget présenté lundi dernier que l'on peut conclure que les conservateurs ont choisi de remettre à plus tard la lutte contre le déficit fédéral. En février 1992, dans la quatrième année de leur deuxième mandat, avec la possibilité de déclencher des élections à l'automne, les conservateurs avaient déjà renoncé à introduire d'autres mesures d'austérité.

Le budget déposé le 25 février 1992, le premier présenté par le ministre Don Mazankowski, était carrément un exercice pré-électoral. Dans ce budget, Ottawa a annoncé peu de compressions de dépenses et des réductions d'impôts pour les particuliers, en diminuant la surtaxe, qui auront privé le



Deux budgets pour l'actuel ministre des Finances Don Mazankowski; neuf pour le premier ministre Brian Mulroney.

gouvernement de 1,7 milliard en recettes sur deux ans. Les entreprises ont aussi bénéficié de légères réductions d'impôts.

Tablant sur une forte relance de l'économie, le gouvernement conservateur présentait un plan financier prévoyant un déficit de 22,5 milliards pour l'exercice en cours et de seulement 5,5 milliards pour 1996-97. Il pouvait même faire miroiter d'autres réductions d'impôts à brève échéance. Si les sondages l'avaient permis, les conservateurs se seraient présentés devant l'électorat en claironnant: «Mission accomplie!»

Mais les conservateurs se sont gourés. La reprise économique n'était pas au rendez-vous l'an dernier. Et les erreurs de prévisions sur le comportement de l'économie ont démontré à quel point le gouvernement conservateur a erré l'an dernier en renonçant à poursuivre la lutte au déficit engagée depuis son arrivée au pouvoir. Résultat: plutôt que de s'établir à 27,5 milliards en 1992-93, le déficit a atteint 35,5 milliards, le deuxième plus élevé de l'histoire du Canada.

Le gouvernement conservateur a tenté d'éviter le dérapage en décembre dernier en annonçant un plan de compressions de ces dépenses de 2,8 milliards pour l'exercice 1993-94 commencé le 1er avril dernier. Il s'est no-

tamment attaqué aux chômeurs par un gel et un resserrement des règles d'admissibilité aux prestations et aux fonctionnaires par un gel des salaires. Mais lundi dernier, le conseil des ministres a choisi de ne rien faire dans l'immédiat pour corriger davantage la situation, les élections ne pouvant cette fois être reportées.

## Des effets pervers

Le gouvernement conservateur, à juste titre selon plusieurs experts, a voulu réduire l'imposition des revenus des entreprises et des particuliers pour accroître les taxes indirectes sur la consommation depuis son arrivée au pouvoir. Ce faisant, il a voulu encourager la performance des agents économiques et décourager la consommation pour que l'économie puisse dégager davantage d'épargne pour les investissements et le financement des déficits publics.

Il a ainsi procédé à une réforme de la fiscalité en deux étapes. Il a d'abord remplacé les déductions fiscales par des crédits d'impôts et réduit les taux d'imposition sur le revenu des particuliers. La réforme a aussi éliminé un grand nombre d'échappatoires fiscales pour les entreprises et réduit également leur taux d'imposition. La seconde phase de la réforme a été marquée par l'introduction de la TPS.

En tout et par tout, le fardeau fiscal a été augmenté, ce qui était incontournable pour s'attaquer au problème du déficit. Aujourd'hui, le fardeau fiscal au Canada est l'un des plus élevés du G-7 à 40 p. cent du PIB. Et en pratique, le recours important aux taxes à la consommation a encouragé les achats aux États-Unis, la contrebande des cigarettes et le travail au noir. Le gouvernement a manifestement un problème de perception des taxes.

Selon Patrick Grady, ex-haut fonctionnaire au ministère des Finances et aujourd'hui président de la firme de consultants Global Economics, la TPS est si compliquée à appliquer que peu de firmes s'y conforment, aussi bien la grande que la petite entreprise. «Le gouvernement n'a pas procédé à une vérification comptable de cette taxe, dit-il, car il se doute fort bien que les résultats ne seront pas encourageants.»

Le Vérificateur général du Canada, Denis Desautels, a déclaré cette semaine douter que la faiblesse de la reprise économique explique à elle seule des recettes de 18 milliards moins élevées que prévu pour 1992-93 et 1993-94. Le gouvernement manque de transparence à ce chapitre, dit-il, car il n'explique pas clairement dans son dernier budget les causes de l'écart entre les prévisions et les résultats au chapitre des recettes fédérales.

## Dans la cour des provinces

Certes, le gouvernement conservateur doit recevoir le crédit d'avoir sonné la fin de la récession. Les dépenses de programme ont augmenté au rythme annuel moyen de 14 p. cent au cours du dernier mandat des libéraux pour afficher un taux de croissance annuel moyen inférieur à celui de l'inflation sous les conservateurs. Et s'il a été incapable de respecter ses prévisions en matière de réduction du déficit, le gouvernement Mulroney a atteint ses objectifs en matière de contrôle des dépenses année après année.

De sorte que les dépenses de programme du gouvernement fédéral, qui excluent les intérêts versés sur la dette, ne représentent plus que 17,3 p. cent du Produit intérieur brut (PIB) en 1992-93 contre 19,5 p. cent en 1984-85. Le taux de croissance des dépenses de programme du gouvernement canadien a été le plus faible parmi tous les pays du G-7 au cours du règne des conservateurs.

Aussi, si le déficit fédéral n'a affiché qu'une légère diminution en valeur nominale, passant de 38,5 milliards en 1984-85 à 35,5 milliards en 1992-93, le déficit a tout de même été réduit sensiblement par rapport à la taille de l'économie canadienne malgré la sévère récession, passant de 8,1 p. cent à 5,2 p. cent du PIB.

Mais le contrôle des dépenses fédérales a été largement rendu possible par le gel des transferts fédéraux aux provinces au titre de la santé, de l'éducation postsecondaire et de l'aide sociale. Or, ce sont justement les dépenses liées à l'éducation, à la santé et à l'aide sociale qui affichent le plus fort

taux de croissance dans le budget des provinces. La participation d'Ottawa au financement de ces programmes, qui était d'environ de 45 p. cent à l'arrivée des conservateurs, a diminué à 35 p. cent.

Le gel des transferts fédéraux aux provinces conjugué à la forte hausse des dépenses d'aide sociale suite à la récession ont largement contribué à la croissance des déficits des provinces depuis quelques années. De sorte que sur le plan des finances publiques, les progrès réalisés à Ottawa au chapitre de la réduction du déficit ont été contrebalancés par la détérioration des finances des provinces. Ainsi, le déficit combiné du gouvernement fédéral et des provinces par rapport au PIB sera d'environ 8,1 p. cent au cours du présent exercice, soit au même niveau qu'en 1983-84.

## Restructurer l'économie

Le gouvernement conservateur, en plus de poursuivre l'objectif d'assainir les finances fédérales, a aussi tenté de relever la compétitivité de l'économie canadienne. Ne pouvant plus compter sur des prix mondiaux très avantageux pour ses richesses naturelles, l'économie canadienne a été forcée de s'ajuster à un contexte international moins favorable pour protéger à moyen terme le niveau de vie de ses citoyens.

Pour y arriver, le gouvernement conservateur a pris les moyens pour permettre à ses industries exportatrices d'être concurrentielles sur les marchés mondiaux. Il a négocié une entente de libre-échange avec son principal partenaire commercial, les États-Unis, et adopté une politique monétaire visant la stabilité des prix pour contenir les coûts de production. Ottawa a toutefois sous-estimé les coûts de la restructuration industrielle en terme de chômage.

Les entreprises ont ainsi été forcées de s'ajuster à un environnement concurrentiel en période de ralentissement économique avec des taux d'intérêt et un taux de change élevés. La faible utilisation des capacités de production depuis trois ans dans le secteur manufacturier témoigne des difficultés d'ajustement des entreprises. Et pour les gouvernements, cet écart historique entre la production réelle et la production potentielle de l'économie a exercé une forte pression à la baisse sur leurs recettes.

Tout cela témoigne des efforts et des sacrifices considérables que la population doit s'imposer pour que le Canada se sorte du cercle vicieux de la dette publique. Pour les contribuables, il y a quelque chose de très frustrant à supporter un tel fardeau fiscal et à accepter de subir une réduction des services publics alors que les résultats au chapitre de l'assainissement des finances publiques tardent à se manifester. La population a l'impression d'avoir fait des sacrifices pour rien, surtout qu'elle ne voit plus le jour où les finances publiques seront équilibrées et ses efforts récompensés par des réductions de taxes et d'impôts.

# Dollar et taux d'intérêt ont résisté à la bouderie des milieux d'argent

**PHILIPPE DUBUISSON**

du bureau de La Presse  
OTTAWA

Le budget fédéral déposé lundi dernier — le neuvième sous le règne des conservateurs de Brian Mulroney — a été sévèrement jugé par la communauté financière. Mais le recul du dollar canadien et la hausse des taux d'intérêt n'auront été que passagers.

Après le coup d'éclat de la firme de notation Canadian Bond Rating Service (CBRS), qui a réduit d'un cran la cote de crédit du gouvernement fédéral, les marchés se sont stabilisés, tant pour le dollar que pour les taux d'intérêt.

Pour l'économiste Peter Drake de la banque Toronto-Dominion, la premiè-

re réaction des marchés financiers est attribuable aux attentes créées par le ministre des Finances Don Mazankowski qui ne se sont pas matérialisées. Les marchés anticipaient un budget austère et un déficit sous la barre des 30 milliards.

Mais la confirmation de la cote de crédit du gouvernement par la firme américaine Moody's a ramené le calme sur les marchés financiers et tué dans l'oeuf le mouvement de spéculation contre le dollar qui semblait prendre naissance. Le taux d'escompte de la Banque du Canada devrait diminuer mardi prochain.

Cependant, le budget fédéral a tout de même déçu en reportant à plus tard la lutte contre le déficit. Et les budgets du Québec et de l'Ontario, prévus d'ici un mois, ainsi que les élections fédérales pourraient provoquer d'autres sau-

tes d'humeur sur les marchés financiers.

Pour l'économiste Clément Gignac, de la firme Lévesque, Beaubien, Geoffrion, le Canada ne risque toutefois pas d'être plongé dans une crise financière malgré l'état lamentable de ses finances publiques. S'il juge optimistes les prévisions économiques à moyen terme du ministère des Finances, il souligne que la reprise est bien enclenchée.

«Les prévisions de réduction du déficit pour les deux prochaines années sont beaucoup plus crédibles que celles présentées l'an dernier. Si la reprise n'était pas au rendez-vous il y a un an, les signes d'une croissance économique plus robuste sont maintenant bien réels.»

Les exportations seront le principal moteur de la reprise économique et déjà le surplus de la balance commer-

cial s'est redressé, note-t-il. L'emploi a aussi commencé à remonter. Aussi, les gouvernements pourront compter sur un redressement des assiettes fiscales et une hausse correspondante de leurs revenus.

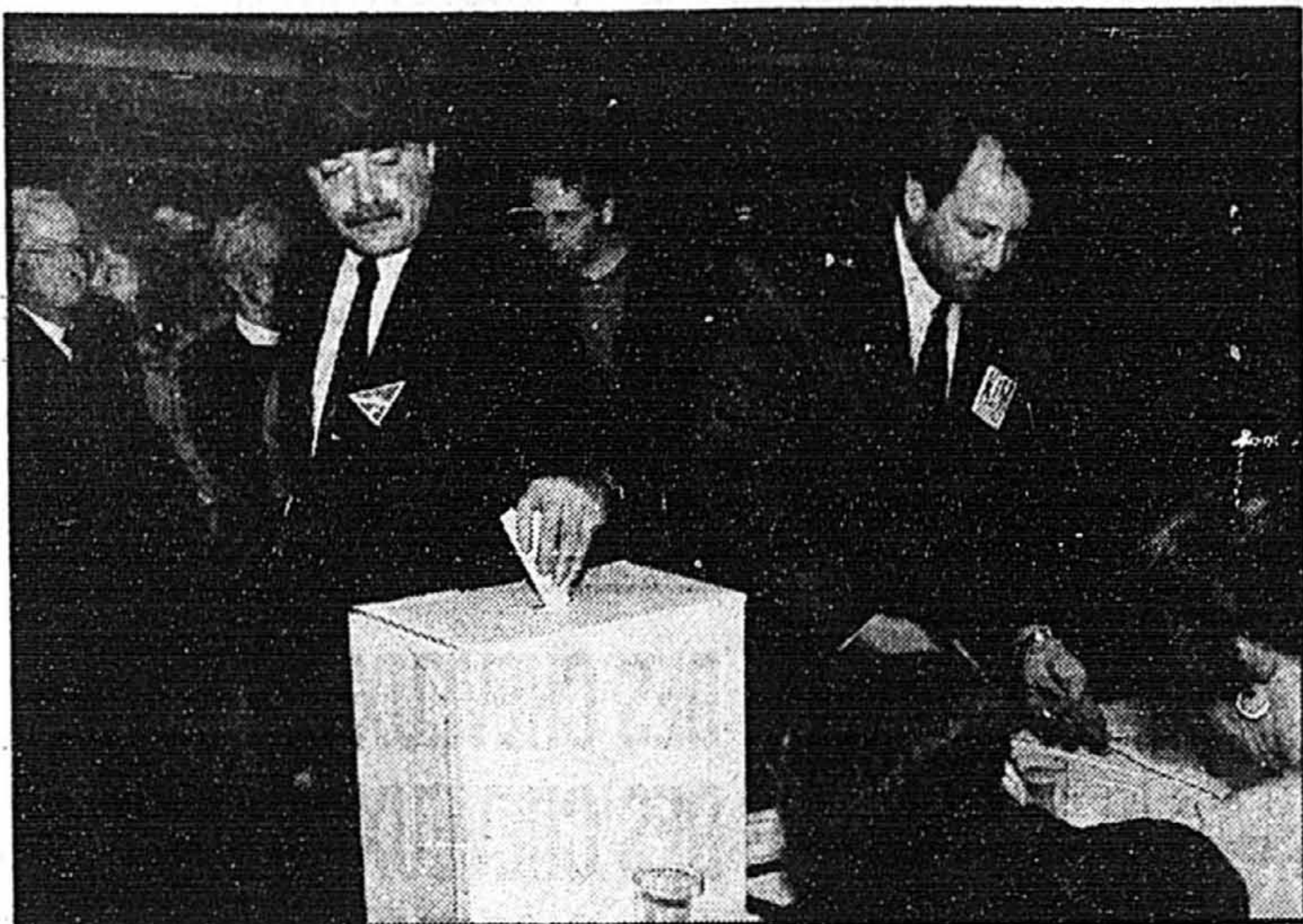
Tout comme M. Gignac, l'économiste Patrick Grady doute cependant que le prochain gouvernement fédéral pourra tabliser sur une hausse importante de ses recettes, tel que prévu au budget, pour ramener le déficit à seulement 8 milliards en 1997-98.

Si M. Gignac estime que le plan quinquennal d'Ottawa surestime la croissance attendue des profits des sociétés industrielles, M. Grady soutient qu'il sera difficile pour le gouvernement fédéral de compter sur un redressement marqué de ses recettes dans un contexte de faible inflation.

«C'est pourquoi des compressions plus importantes des dépenses fédérales étaient nécessaires. Cela aurait permis une baisse supplémentaire des taux d'intérêt, une condition que je juge essentielle à un redressement marqué de l'économie et par conséquent des recettes fiscales des gouvernements», dit M. Grady.

Mais à tout prendre, les économistes prévoient que le pire est passé et que les déficits des gouvernements canadiens devraient se corriger lentement au cours des prochaines années. Pour cela, notent-ils, les gouvernements provinciaux, notamment de l'Ontario et du Québec, devront sensiblement limiter la croissance de leurs dépenses, ce qui sous-entend des budgets de temps d'austérité pendant encore quelques années.

# Plus



L'élection des délégués qui représenteront les conservateurs de Saint-Henri-Westmount au congrès à la direction de juin prochain s'est déroulée dans le calme lundi dernier. Cela a permis aux militants, tels le conseiller municipal Nick Auf der Maur (le premier à gauche), de voter en toute sérénité. Mais comme l'indique ce qui s'est passé dans d'autres comtés, le Parti conservateur est loin d'être à l'abri des abus de toutes sortes.

PHOTOS DENIS COURVILLE, LA PRESSE

## Les coulisses d'une course

Le côté cour est pas mal différent du côté jardin dans la lutte pour succéder à Mulroney



ANDRÉ PRATTE

La course à la direction du Parti conservateur a deux faces. A l'assemblée pour le choix des délégués dans la circonscription de Saint-Henri-Westmount lundi soir, c'était la course au leadership telle que le parti voulait qu'on la voie: sereine et démocratique. Les 300 membres réunis à l'hôtel Delta étaient pour la plupart des militants de longue date, et le vote a eu lieu dans le calme, les organisateurs de M<sup>me</sup> Campbell et de M. Charest faisant même leur travail dans la bonne humeur et la camaraderie.

Au même moment, dans le sous-sol de l'Église Saint-Pierre-Apôtre, l'assemblée du comté Laurier-Sainte-Marie a révélé une face de cette campagne que le parti aurait préféré ne pas montrer: une assemblée composée essentiellement de membres de dernière heure (dont plusieurs ne semblaient pas trop savoir ce qu'ils faisaient là), des accusations d'irrégularités, du chahut, des tentatives d'intimidation. Le genre d'assemblée qu'on vit durant toute la campagne de 1983 et qui entacha l'image du Parti conservateur à travers le pays.

Au début de la campagne, les dirigeants du parti et les organisateurs des deux camps avaient promis une campagne propre. Aujourd'hui, ils affirment que sauf exception, ils ont tenu promesse: «Les problèmes se limitent à trois ou quatre comtés, alors qu'en 1983, cela s'est produit dans les 75 comtés du Québec», souligne l'organisateur en chef de Jean Charest dans au Québec, Martin Desrochers.

Cela est vrai. Mais les incidents survenus dans Laurier-Sainte-Marie et dans quelques autres circonscriptions révèlent que cette amélioration est davantage le résultat de la conjoncture

que de changements profonds dans la réglementation et la mentalité du Parti conservateur.

En 1983, les abus venaient du fait qu'au Québec, le PC comptait très peu de membres et aucune organisation digne de ce nom. La campagne au leadership se résuma donc à une chasse effrénée aux nouveaux membres, d'où qu'ils viennent. Souvent, il suffisait de trouver quelques dizaines de membres pour «paqueter» une assemblée et faire élire ses délégués.

Dix ans plus tard, dans la plupart des 56 circonscriptions représentées par un député conservateur, le nombre de membres est assez élevé et l'organisation assez bien établie pour être à l'abri de tout assaut de dernière minute.

Par contre, dans les comtés dits orphelins (i.e. ceux qui ne sont pas représentés aux Communes par un député conservateur), le membership et l'organisation étaient très faibles avant le début de la course. Et dans ces comtés, comme Laurier-Sainte-Marie, on voit des situations qui ressemblent fort à celles de 1983: recrutement effréné, rumeurs d'irrégularités (faux membres, fausses listes de membres, recrutement de membres ne vivant pas dans le comté, membres dont les frais d'adhésion sont payés par l'organisation, etc.).

### Beaucoup à faire

Cela laisse penser que si le Parti conservateur était rayé de la carte lors des prochaines élections et qu'une course à la direction avait lieu deux ou trois ans plus tard, on revivrait les abus généralisés de la campagne de 1983. Car si le parti a resserré ses règlements au cours des dernières années, beaucoup reste à faire, de l'aveu même de plusieurs organisateurs québécois.

Sur la question du membership, par exemple: peut devenir membre du PC et voter aux assemblées quiconque a 14 ans et demeure dans le comté concerné. Dans la constitution et les règlements du parti, aucun délai n'est prévu

entre l'adhésion et l'obtention du droit de vote aux assemblées. En vue du prochain congrès au leadership, le Parti a statué que la période d'adhésion prendrait fin le 17 avril à minuit, cinq jours seulement avant la première assemblée.

Ce délai beaucoup trop court explique que l'organisation Charest ait pu recruter à la dernière minute plusieurs dizaines de membres de la communauté chinoise de Montréal, jusqu'ici tout à fait indifférents à la politique et au Parti conservateur, et les envoyer voter pour M. Charest lors de l'assemblée de Laurier-Sainte-Marie. Cela explique aussi le chahut qui a marqué cette réunion; le temps manquant pour une vérification sérieuse de la liste de membres de chaque comté, les contestations se sont faites sur les lieux mêmes de l'assemblée.

L'aile québécoise du Parti libéral du Canada, le Parti libéral du Québec et le Parti québécois prévoient un délai d'au moins 30 jours entre la fin de la période d'adhésion et le vote, ce qui donne le temps au parti d'établir pour chaque circonscription une liste de membres finale et acceptée par tous les camps.

«Le parti est fautif de ne pas avoir établi des règles un peu plus strictes, dit Martin Desrochers, organisateur du camp Charest. J'ai dit aux gens du parti au début de la course qu'il y avait une bonne volonté des deux côtés, mais que le Parti était en train de s'arranger pour que des situations comme ça se produisent.»

### La question de fond

Au-delà de ces technicalités se pose une question de fond: qui devrait avoir le droit de voter lors des campagnes au leadership? Certains croient que même une période de 30 jours est insuffisante parce que si elle réduit les risques de «paquetage» des assemblées, elle ne règle pas le vrai problème. «J'ai toujours pensé que seuls les membres qui militent vraiment au sein du parti devraient pouvoir choisir le

chef», soutient le député libéral Paul Martin, candidat au leadership de son parti en 1990. M. Martin suggère que seuls puissent participer à l'élection du leader les gens qui sont membres du parti depuis au moins six mois.

D'autres, comme le ministre conservateur Pierre Blais, répliquent que les membres de dernière heure sont une source de renouveau pour un parti. Mais selon M. Martin, la grande majorité de ces membres instantanés se désintéresse du parti dès la fin de la course au leadership. «Le renouveau qu'on veut amener, fait-il remarquer, ce sont des nouveaux membres qui vont rester dans le parti.»

Une autre source d'abus dans les règlements du Parti conservateur, comme dans ceux du Parti libéral du Canada d'ailleurs, c'est la possibilité pour des personnes aussi jeunes que 14 et 15 ans de devenir membres et de voter pour le prochain chef du parti. Un chef qui dans le cas présent, deviendra automatiquement premier ministre.

La plupart des organisateurs interrogés affirment que dans les faits, il y a peu de personnes aussi jeunes qui participent aux assemblées. Mais la possibilité d'abus existe. Le député de Jonquière Jean-Pierre Blackburn soutient que dans son comté, l'organisation Charest a rempli la salle de jeunes, dont plusieurs de 14 et 15 ans, ce qui lui a permis de faire élire des délégués pro-Charest contre la volonté du député.

«C'est un peu anormal que des gens qui ne peuvent pas voter pour élire un député puissent voter pour un candidat au leadership», souligne la députée libérale Sheila Copps, elle aussi candidate à la direction du Parti libéral du Canada en 1990.

Mais dans les partis politiques fédéraux, on trouve peu d'appui pour un relâchement de l'âge minimum d'adhésion. «Il faut stimuler l'intérêt des jeunes pour la politique, et on ne peut pas commencer à 30 ans, explique le ministre et organisateur conservateur Pierre Blais. La plupart de ceux

qui font de la politique ont commencé très jeune; c'est mon cas, c'est le cas de Jean Charest, c'est le cas de Kim Campbell.»

Autre pratique contestable: les conservateurs et les libéraux accordent tous deux aux associations partisanes formées sur les campus d'institutions post-secondaires le droit d'envoyer des délégués aux congrès. Là encore, l'objectif est de stimuler la participation des jeunes. N'est-ce pas dans des associations de ce genre que Brian Mulroney et Joe Clark se sont initiés à la politique?

Certes, mais cela sert-il la démocratie? Un candidat bien organisé et prévoyant peut assez facilement créer des associations de ce genre un peu partout, et obtenir ainsi des délégués à faible coût. Est-ce par hasard que des sept associations de campus reconnues au Québec, quatre sont établies dans des maisons d'enseignement des Cantons-de-l'Est, dont trois dans des collèges de Sherbrooke même, fief de Jean Charest?

### La volonté

Les libéraux fédéraux ont décidé l'an dernier que leur prochain chef sera élu au suffrage universel des membres; ils espèrent que cela éliminera une bonne partie des possibilités d'abus. L'expérience du Parti québécois en 1985 avait été parfaitement concluante à cet égard.

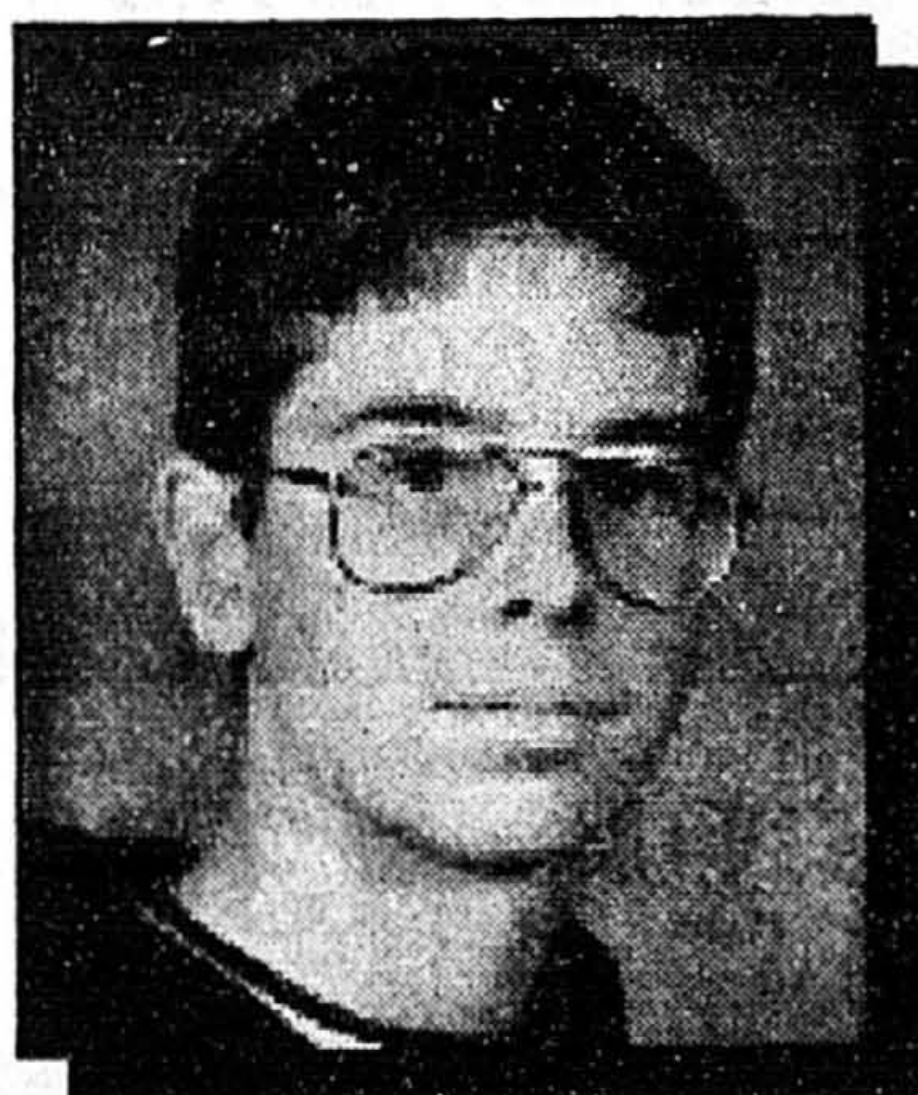
Chez les conservateurs québécois, un courant se dessine pour qu'on resserre les règlements, de manière à diminuer les irrégularités. Mais à l'échelle nationale, ce courant est encore très minoritaire. Et même au Québec, on voit bien ces jours-ci que la multitude d'organismes professionnels que compte le parti est parfaitement à l'aise dans ce flou réglementaire. Ils s'amussent, ils se font une gloire de connaître tous les trucs du métier. C'est d'ailleurs sur cette connaissance que leur réputation se construit, d'élection en course au leadership en élection. Alors, pourquoi changer?

# Nos 5 meilleurs

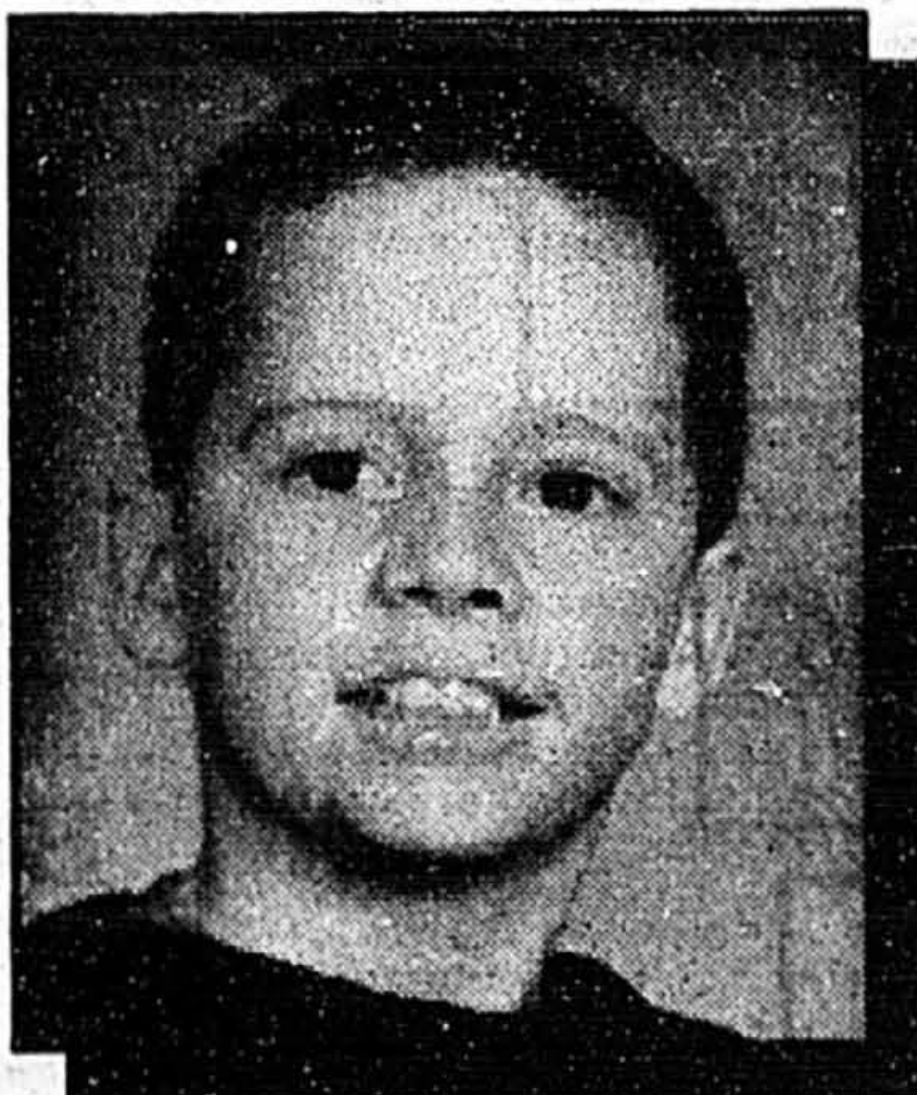
La Presse

L'équipe des porteurs de La Presse, c'est le lien direct avec nos abonnés. Nous tenons à rendre hommage à ces partenaires de premier ordre et à souligner leurs efforts constants pour bien servir nos abonnés.

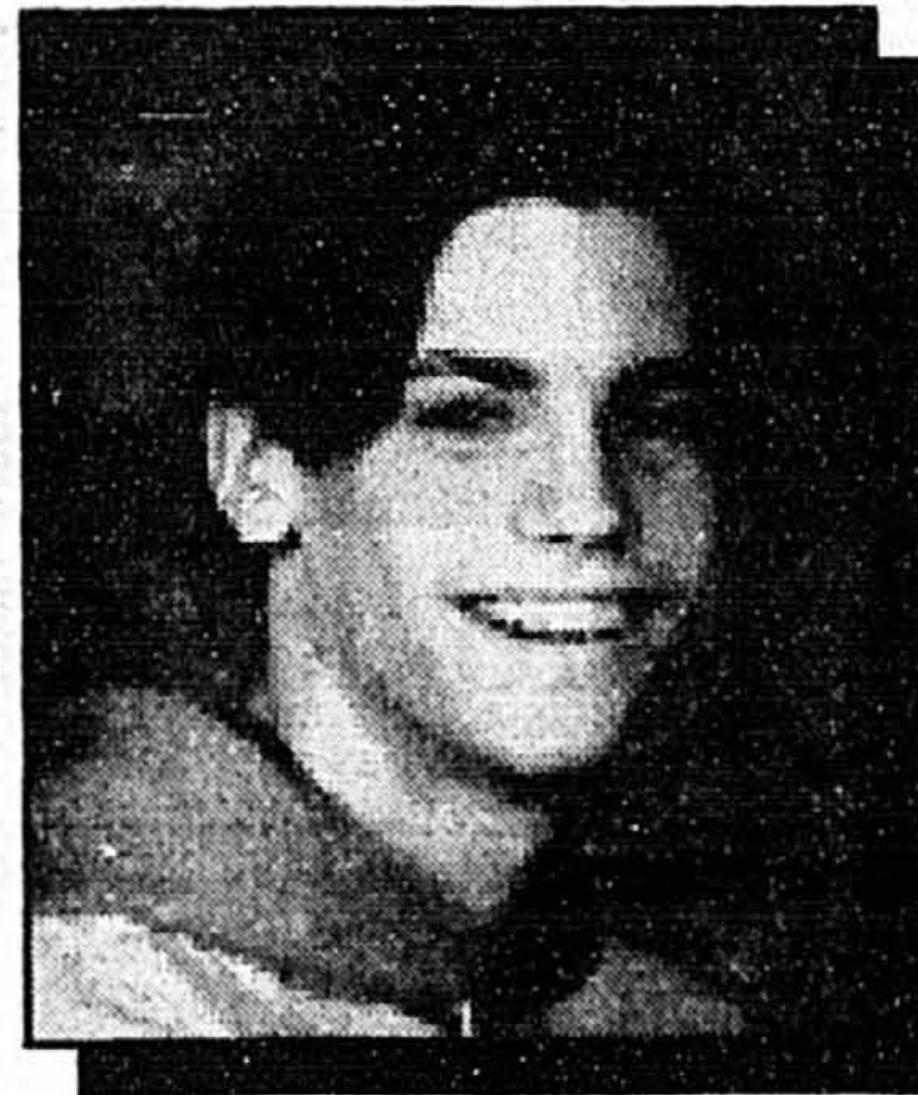
Cette semaine encore, nous vous présentons cinq jeunes dont le travail remarquable mérite une mention particulière.



MARTIN BORDUAS BOUCHERVILLE  
Polyvalente De Mortagne



DAVID BERGERON VILLE SAINT-LAURENT  
École Saint-Germain



BENOIT-LUC DESPATIES MONTREAL  
École Sophie Barrat



AUDREY ST-ARNAUD BLAINVILLE  
Polyvalente Sainte-Thérèse



JEAN-PHILIPPE DESPINES CAP-DE-LA-MADELEINE  
Polyvalente Les Estacades

Les jeunes choisis comme porteurs d'équipe de la semaine recevront un certificat d'honneur, un dictionnaire Micro-Robert Plus, quatre invitations gratuites à visiter la Tour olympique et un coton ouaté avec le dessin du Stade et de la Tour.

DICOROBERT



PARC OLYMPIQUE MONTREAL

Joignez-vous à l'équipe des porteurs de La Presse au 285-6911

# Les astronautes ont fait fonctionner un petit bras-robot expérimental

AFP  
HOUSTON

■ Après vingt-quatre heures de mises au point délicates, les astronautes de la navette Columbia ont fait fonctionner vendredi avec succès un petit bras-robot expérimental dont les performances ont ravi les inventeurs allemands qui le télécommandent depuis Munich.

« Si la journée de jeudi a été consacrée à comprendre les différences de comportement du bras-robot à terre et en orbite, aujourd'hui les images nous ont montré la grande souplesse d'utilisation de Rotex (Robotics Technology Experiment), qui lui donne une apparence étonnante de dextérité et d'agilité », a déclaré Rudolf Teuwsen, porte-parole de l'agence spatiale allemande DARA qui finance ce vol. « Le bras a même réussi à dévisser et revisser un couvercle similaire à celui d'un objectif photo à baïllonnnette. »

Pour l'instant, le petit bras-robot, de la taille d'un avant-bras humain, a fonctionné en mode automatique mais au cours des prochains jours, Rotex sera té-

lémanipulé directement par des ingénieurs au sol.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, la NASA avait fait état d'une fuite minuscule à bord de Columbia, sans danger pour les sept astronautes mais qui aurait pu écartier toute possibilité de prolonger la mission de vingt-quatre heures. Vendredi, l'agence spatiale a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une fuite mais d'un phénomène thermique transitoire peut-être dû à l'expansion thermique du laboratoire Spacelab emporté dans les soutes de la navette.

Les responsables de la NASA devraient décider dimanche s'ils prolongent le vol de vingt quatre heures pour une journée supplémentaire d'expériences scientifiques à bord du Spacelab.

« La mission est très bonne et je n'ai pas d'anomalie à signaler », a déclaré Walter Brungs, responsable allemand auprès du centre de la NASA à Houston.

L'équipage poursuit avec succès ses recherches multidisciplinaires, qui vont de l'étude de la croissance des racines de cresson dans l'espace à l'étude de la Voie Lactée ou à des relevés cartographiques de la Chine et de l'Inde.

Doté de six articulations artificielles, Rotex, qui a coûté 26 millions de dollars, doit saisir des objets en apesanteur à l'intérieur de la cabine et tentera même d'assembler une petite tour faite de trois cubes. Ce programme pourrait devenir l'instrument indispensable des astronautes pour certaines tâches dangereuses comme des réparations à l'extérieur d'un vaisseau spatial.

Deux des astronautes, Steve Nagel et Terrence Henricks n'ont pas réussi à réparer un congélateur de la navette tombé en panne au premier jour du vol et les responsables de la mission ont décidé de renoncer à son utilisation jusqu'à la fin de la mission, prévue le 5 ou 6 mai.

Les responsables allemands, qui ont investi 570 millions de dollars pour réaliser 88 expériences scientifiques, auraient préféré avoir la sécurité d'un second congélateur, car une panne sur celui de secours pourrait être fatale à un quart des résultats scientifiques de cette mission. « Heureusement que nous avons demandé à la NASA de nous installer deux congélateurs et non pas un seul comme ils le prévoyaient », a déclaré à l'AFP M. Walter Brungs.

## Une petite fuite sans gravité

AP  
HOUSTON

■ Les astronautes de Columbia tentaient hier de localiser une petite fuite d'air, qui ne représentait pas selon la NASA un danger pour l'équipage.

La fuite a été détectée jeudi soir dans la cabine de la navette. « Comme il s'agit d'une très petite

fuite, la trouver risque de prendre du temps », a expliqué un porte-parole de l'agence spatiale américaine, James Hartfield.

Cette fuite, même si elle se poursuit durant le reste de la mission qui doit s'achever mercredi, n'empêchera pas une éventuelle prolongation, selon M. Hartfield.

À bord, l'équipage faisait son

possible pour économiser l'électricité, pour avoir une chance de passer une dixième journée en orbite. Ainsi, le contrôle au sol a demandé à l'astronaute Jerry Ross s'il était possible d'avoir des images de l'intérieur de la navette. Jerry Ross a répondu par la négative. « Il ne se passe pas grand chose, et nous préférons économiser l'électricité dès maintenant. »



### Dr Spock a 90 ans

La fameux pédiatre américain, le docteur Benjamin Spock, tient dans ses bras un bébé de trois mois, Ryan Michl de Boston, alors qu'il se prépare à souffler les chandelles d'un gâteau d'anniversaire qui lui a été offert à l'occasion de ses 90 ans.

PHOTO AP

Les salons de coiffure et de beauté de la Baie



Prenez rendez-vous maintenant!

Rue Sainte-Catherine Ouest, 5e étage, 281-4742  
Galerias d'Anjou, 353-3300  
Jardins Dorval, 631-6741  
Centre Laval, 688-8970  
Centre Rockland, 739-5521  
Mail Champlain, Brossard, 466-2220  
Promenades Saint-Bruno, 653-4455  
Fairview Pointe-Claire, 697-4870

**DES CHEVEUX EN SANTÉ!  
DES CHEVEUX LUSTRÉS!  
DES CHEVEUX  
QUI ONT DE LA TENUE!**

Lancement de la gamme de permanentes Perfect Control de WELLA!

**35% DE RABAIS SUR LE PRIX ORDINAIRE!**

**43<sup>50</sup> \$** (Ord. 65,50 \$)

La permanente comprend: le shampooing, le revitalisant, la coupe et la coiffure de finition. Enroulement spécial et cheveux longs nécessitent une consultation.

En vigueur du 3 au 29 mai 1993.

Valable avec certains coiffeurs désignés. Les salons Coiffure à prix fixe exceptés. Cette offre ne peut être jumelée à d'autres offres ou réductions.



Rêvez-vous de vacances ultra-reposantes, douces et énergisantes? Vous avez alors besoin de **THALASSOTHÉRAPIE À PASPÉBIAC**. Bains à l'eau de mer, enveloppements d'algues, massages thérapeutiques... Le bonheur dans un somptueux manoir 19e siècle sur 15 acres de terrain aménagé au bord de la mer... où vous vous laisserez vivre... « Là où l'ambiance fait la différence » **AUBERGE DU PARC** Informations et brochures: **1-800-463-0890**

**NOUVEAU JONG OR 3 COULEURS 14 K FAIT À LA MAIN**  
14K  
**345\$ SPÉCIAL 259\$**  
PLUSIEURS AUTRES MODÈLES EN MAGASIN  
**BIJOUTERIE le roy**  
7139, rue St-Hubert  
Montréal 277-3127

**KILOMÈTRE**  
Circuits guidés Dernière chance  
Californie / Arizona / Nevada (avion et autocar)  
Départ le 22 mai (15 jours)  
À partir de **2 299 \$/pers.** en occ. double incluant Disneyland, Death Valley et Las Vegas.  
Ouest américain / Californie (en vidéocar)  
Départ le 15 mai (23 jours)  
À partir de **2 259 \$/pers.** en occ. double  
Réservez chez votre agent de voyages.  
Titulaire d'un permis du Québec

**ALCOOL - DROGUE**  
un problème dans ta vie? le Père **Paul Aquin** s.j. veut t'aider  
**(514) 229-3426**  
DEPUIS 1978  
**PAVILLON GRAND ÉLAN**  
C.P. 119, Mt-Rolland, Qué., J0R 1G0

**ON COUVRE TOUT**  
Vyniles Spécialisés Plastiques et Tissus Enduits

- Bâches
- Bateaux: fenestrations, rembourrage, recouvrement de sol et housses
- Cuirettes
- Imitations peaux d'animaux
- Matériel de rembourrage intérieur et extérieur
- Mylar, motifs et couleurs assortis
- Nylon enduit
- Papier auto collant
- Piqué pour enfants
- Polyuréthane, pour vêtement
- Revêtements pour hôpitaux
- Revêtements de murs
- Rideaux de douche, et doublures
- Suédine
- Tissus enduits, toiles cirées
- Toile de filet
- Vynyle à motif marbré ou granite
- Vynyle décoratif
- Vynyle ignifuge
- Vynyle pour auvent
- Vynyle pour bannière
- Vynyle pour mobilier de jardin
- Vynyle pour nappes
- Vynyle transparent, translucide, tinté, ultra violet, ignifuge
- Vynyle vemi 50 couleurs...

**Les Tissus Plastifiés Ltée**  
205, ave Mont-Royal Est  
Montréal (Québec) H2T 1P4  
Tél.: (514) 849-2422 Télécopie (514) 843-4147

**L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL**  
vous invite à sa journée **PORTES OUVERTES**  
1650, avenue Cedar  
Le dimanche 2 mai  
10 h à 15 h  
« L'HGM, un établissement multiculturel dans un monde multiculturel »  
Kiosques - Visites guidées - Conférences. Vous pourriez visiter une salle d'opération, voir un appareil coeur-poumon, des lasers et un scanner; assister à une démonstration d'épreuves de conduction nerveuse.  
Stationnement gratuit

**En route pour les États!**

**SAN FRANCISCO** à partir de **449\$**  
Jusqu'au 18 décembre

**LOS ANGELES** à partir de **449\$**  
Jusqu'au 18 décembre

**"NOUVELLE-ORLÉANS** à partir de **409\$**  
Jusqu'au 18 décembre

**"DALLAS** à partir de **371\$**  
Jusqu'au 18 décembre

**HOUSTON** à partir de **309\$**  
Jusqu'au 3 juillet

**MIAMI** à partir de **291\$**  
Jusqu'au 8 décembre

**TAMPA** à partir de **291\$**  
Jusqu'au 8 décembre

**CHICAGO** à partir de **249\$**  
Jusqu'au 6 septembre

**NEW YORK** à partir de **193\$**  
Jusqu'au 18 décembre

**BOSTON** à partir de **136\$**  
Jusqu'au 18 décembre

\* En collaboration avec *Ltason Air Canada*  
\*\* En collaboration avec *United Airlines*  
Achat préalable: 14 jours. Séjour minimal/maximal et d'autres conditions s'appliquent. Aux 60 ans et plus: obtenez 10% de rabais supplémentaire sur les vols d'Air Canada pour l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et les Antilles.  
**Appelez un agent de voyages** ou Air Canada au 393-3333 pour obtenir plus de détails.  
MEMBRE DE L'ALLIANCE DES ASSOCIATIONS TOURISTIQUES CANADIENNES PERMIS DU QUÉBEC

**Air Alliance**

**Air Canada**